# VIVE LA LUTTE DU PEUPLE GUADELOUPÉEN

**VOIR EN PAGE 8** 

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS!



# VOIX OUVRIERE

POUR LA CONSTRUCTION DUN PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE

0,50 F

### Après la hausse des tarifs des transports

Voir en page 6

MARDI 13 JUIN 1967 - Nº 84

# RIEN N'EST RÉGLÉ ISRAI

PRES une semaine de combats, les armes se sont tues au Moyen-Orient. La crise n'en est pas pour autant résolue car les problèmes qui ont accompagné la naissance d'Israël et qui ont déjà provoqué trois guerres en vingt ans existent touiours, en plus graves.

Israël qu'on disait promise à la destruction, vient de remporter une victoire éclair sur des armées dont les officiers et les soldats professionnels sont apparemment plus entraînés aux opérations de police contre les masses arabes qu'à faire la guerre.

Il apparaît donc qu'Israël a élargi ses frontières par le recours que quels que soient les accords qui seront finalement signés, Israël ne rendra pas à l'Egypte ct à la Jordanie la totalité des territoires conquis dans cette offensive éclair.

Il est certain que les Israéliens défendent leur droit à la vie. Mass il est certain aussi qu'en le faisant de cette façon ils servent les intérêts des banquiers et des pétroliers anglo-américains.

Les dirigeants d'Israël entraînent leur peuple à n'avoir avec les masses et les pays arabes qui les entourent que des rapports de force. Les Israéliens n'ont ainsi pas le choix : pour vivre, ils doivent avoir la main sur le fusil. Et cette vie qui n'en est pas une, ils la vivent pour des intérêts qui ne sont pas les leurs mais ceux des financiers de Wall Street et de la City.

Il eût été possible au peuple israélien de défendre différemment son existence. Mais il eût fallu pour cela qu'il soit lui-même a même de surmonter les haines raciales et nationales.

Les dirigeants d'Israël ont fait le choix inverse et c'est pourquoi le peuple d'Israël est transformé en peuple soldat défendant, avec sa vie, les intérêts impérialistes dans cette partie du monde.

En effet, entouré qu'il est de nations arabes hostiles — hostiles parce que, pour s'installer, Israël a dû chasser les arabes de Palestine — Israël ne peut compter pour survivre que sur l'appui politique et économique des puissances impérialistes qui ont des intérêts dans les pays arabes. Ces grandes puissances jouent sur ce conflit, l'entretiennent et l'exacerbent car ainsi la puissance militaire d'Israël leur sert à menacer les Etats arabes qui voudraient prendre trop de liberté avec les possessions impérialistes sur leur territoire.

C'est ainsi qu'en 1956, quand l'Egypte a nationalisé le canal de Suez, Israël, la France et l'Angleterre ont attaqué l'Egypte. La France et l'Angleterre pour défen-

dre les intérêts de la Compagnie du Canal, Israël parce qu'il avait aux armes car il est bien évident la possibilité de pouvoir ouvrir à ses bateaux le passage dans le golfe d'Akaba.

> Ainsi l'impérialisme se sert d'antagonismes raciaux ou nationaux entre les peuples, pour ses intérêts propres, c'est-à-dire ses dividendes et ses profits. Les peuples en question, eux, y sont engagés avec leur chair et avec leur sang.

> La guerre qui vient de prendre fin ne résoudra rien de plus pour Israël que celle de 1956. Le pe :ple israélien devra continuer à vivre une vie de soldat.

> Pour les peuples arabes, cette guerre, bien entendu, ne résoudra rien non plus.

La guerre sainte contre Israël prônée par les dirigeants arabes n'est pas un moyen d'émancipation. C'est le même piège que pour les Juifs, mais en sens inverse. Les dirigeants arabes entraînent leurs peuples dans une voie qui n'est pas celle de la lutte anti-impérialiste.

La lutte anti-impérialiste ce n'est pas la guerre sainte, ce n'est vas le racisme ou le chauvinisme, c'est la révolution sociale qui servirait les intérêts des travailleurs arabes et des travailleurs juifs contre leurs oppresseurs, contre les puissances d'argent et contre l'oppression morale qui est audedans d'eux-mêmes, le racisme.

Songeons-y nous autres qui sommes exploités aussi tous 16 s jours par les mêmes puissan es d'argent, et qui sommes si prompts à nous précipiter dans le niège sanglant du nationalisme et du 1acisme, anti-allemand il y a vingt ans, anti-arabe aujourd'hui, antisémite trop souvent dans le :assé et peut-être demain. Songeons que l'extrême-droite aui pleure actuellement sur Israël est la même qui, voilà vingt-cinq ans, appl·uidissait au massacre des Juifs. Songeons nous-mêmes que ces genslà, ce seront ceux qui nous enverront tous allégrement au procham massacre entre les peuples, quand les intérêts des grandes puissances capitalistes exigeront une troisième guerre mondiale.

# CHAIR A CANON L'IMPERIALISME

BIEN que la situation puisse encore être fertile en rebondissements spectaculaires il combine de la l'heure actuelle, la phase purement militaire des opérations soit close au Moyen-Orient.

La passion qui s'est déchaînée ne fait que retomber, lentement, du moins dans les pays qui ne font pas directement partie du conflit, comme c'est le cas de la France.

Au cours de ces derniers jours, nous avons pu assister à une campagne effrénée de la presse bourgeoise, de la radio, de la télévision, pour présenter les pays arabes comme les agresseurs et Israël comme une malheureuse

Pour noircir le tableau, une certaine presse n'a pas manqué de spéculer sur les effroyables souffrances qu'ont subi les Juifs durant la deuxième guerre mondiale. On a cherché, par tous les moyens, à présenter le conflit du Moyen-Orient comme une nouvelle croisade anti-juive visant à exterminer les survivants des camps de Dachau, Buchenwald et Treblinka.

Tout aussi caractéristique est l'attitude de la petite bourgeoisie gauchisante qui, de Jean-Paul Sartre aux dirigeants du P.S.U., n'a pas manqué de se ranger du côté israélien. Les grandes phrases contre l'impérialisme, les professions de foi internationalistes se sont envolées pour défendre la présence de l'Occident au Moyen-Orient.

Dans ce conflit, nombreux sont ceux qui ont choisi la position de neutralité, renvoyant dos à dos les belligérants, imputant la crise aux grandes puissances, et mettant dans le même sac les U.S.A. et l'Union Soviétique. Ainsi le « Nouvel Observateur» (nº 134), sous la plume perspicace de son éditorialiste Jean Daniel, écrit:

« Les Russes étaient contraints, sous peine de perdre et la face et la raison (sic), de briser la coexistence pacifique avec les Etats-Unis pendant la guerre du Vietnam. Ils cherchaient un moyen de pression et, après avoir été tentés de le provoquer à Berlin, ils ont choisi le Moyen-Orient pour éviter de ressouder l'Alliance atlantique mise en difficulté par de Gaulle. »

Les libéraux, les représentants de la gauche, se sont bornés à rechercher les origines du conflit et les responsabilités dans les manœuvres diplomatiques malheureuses, maudissant l'inexcusable erreur d'U Thant qui a accepté le retrait des casques bleus.

Tous ont participé à la fantastique mystification et certains, pour justifier la politique israélienne, se livrent à de véritables jongleries intellectuelles.

Nous ne pouvons pas nous empêcher de citer, comme un chefd'œuvre du genre, l'irresistible chronique d'Emile Servan-Schreiber dans « Combat » (10-11 juin).

Le chroniqueur se livre à une audacieuse comparaison entre la campagne militaire d'Israël et... la Révolution russe de 1917 : «Les 100 heures de combat qui ont permis à deux millions et demi d'Israéliens d'obtenir la capitulation de cinquante millions d'Arabes qui projetaient de les exterminer sont une démonstration qui prend le relais de la Révolution russe. »

Voilà une bien curieuse manière d'apprécier la portée de la Révolution d'Octobre. Mais il est vrai qu'on ne saurait attendre grandchose d'un Servan-Schreiber.

En fait, il existe une manière, et une seule, de poser les problèmes dans le conflit actuel. Dans cette guerre, quel camp soutenait l'impérialisme? Les U.S.A. avaient-ils intérêt à la victoire de Tel-Aviv, ou à celle de la coalition arabe, dirigée par Damas et Le Caire?

Toute autre manière de poser le problème signifie un refus de prendre position dans le conflit gigantesque qui, aux quatre coins du globe, oppose l'impérialisme aux peuples qu'il exploite et, en dernière analyse, à l'U.R.S.S.

Nombreux sont ceux qui ont voulu se déterminer, politiquement, en cherchant à savoir qui était l'agresseur et qui était la victime.

Inutile de montrer, et la suite des événements le prouve, qu'Israël n'a pas été la victime du conflit pour

rejeter une telle manière de poser les problèmes politiques.

Ce n'est pas parce que l'U.R.S.S. le 21 juin 1941, a été agressée par le IIIº Reich que les révolutionnaires devaient défendre l'Union Soviétique et souhaiter la victoire de l'Armée Rouge. L'U.R.S.S. auraitelle attaqué la première, et rappe-Ions que Trotsky était partisan d'une guerre préventive, que la position des marxistes n'aurait pas été différente.

De même, lors de l'invasion russe en Finlande, de la guerre sinojaponaise, un seul critère guidait les révolutionnaires: quel était le camp dont la victoire, objectivement, affaiblissait ou renforçait l'impérialisme ?

Poser la question de cette manière dans le conflit entre Israël et les pays arabes, c'est déjà la résoudre.

Il est indiscutable qu'Israël joue, au Moyen-Orient, le rôle d'un pion de l'impérialisme. Tel-Aviv, dont les U.S.A. sont le banquier, n'a rien à refuser à l'impérialisme, qui possède d'immenses richesses dans cette région, fournissant 60 % des ressources mondiales du pétrole. Les compagnies anglo-américaines réalisent de plantureux bénéfices et le « New York Times » rappelait récemment que les maîtres du pétrole avaient investi deux milliards cinq cents miliions de dollars dans cette partie du monde.

Ce rôle d'avant-poste de l'impérialisme, Israël le joue consciemment. Loin de condamner l'agression américaine au Vietnam, le général Moshe Dayan, l'actuel ministre de la guerre d'Israël est allé au Sud-Vietnam pour constater « l'excellent moral des marines ».

Une politesse en vaut une autre et le général Ky, dont l'admiration pour Hitler n'est plus un secret denuis qu'il l'a avouée aux journalistes, a déclaré soutenir les Juifs dans le conflit.

Et si en Egypte et en Jordanie les Israéliens ont fait la guerre pour leur propre compte, c'est cette soumission à l'impérialisme (Suite page 2.)

En page 3

Extraits d'une déclaration commune de «L'Organisation Socialiste Israélienne»

«Front Démocratique Palestinien»

EDITORIAL DES BULLETINS D'ENTREPRISE

### ISRAËL

### SOLUTION AU PROBLÈME JUIF OU RISQUE « DE SOLUTION FINALE »?

A CRISE du Moyen Orient a remis en question de façon brûlante l'affirmation sioniste selon laquelle l'Etat d'Israël serait la solution du problème juif.

Les sionistes ont toujours pensé que les juifs dispersés à travers le monde et en butte dans chaque pays aux sentiments antisémites de larges couches de la population ne pouvaient résoudre leur problème qu'en créant leur propre Etat. Mais l'Etat juif tel que le souhaitait Théodore Herzl, fondateur du sionisme, a-t-il été la solution au problème ?

Dix neuf ans après la création de l'Etat d'Israël l'histoire a pleinement donné raison aux marxistes révolutionnaires qui affirmaient qu'un Etat juif en Palestine, loin d'être un remède quelconque aux maux du judaïsme, se révélerait un piège sanglant pour ceux qui auraient foi dans la vision sioniste.

Rappelons tout d'abord que la création de l'Etat d'Israël en 1948 n'a pu se faire qu'en chassant la majorité de la population arabe de Palestine. Les juifs rescapés des camps de la mort nazis s'établissaient sur les terres de la population arabe qui, elle, prenait le chemin de l'exil et des camps de réfugiés. Six cent cinquante mille Arabes furent ainsi chassés ou contraints au départ.

Mais la Palestine était un pays pauvre et dès sa naissance l'Etat d'Israël ne put survivre que grâce aux subsides des impérialistes en général et de l'impérialisme américain en particulier. Aujourd'hui encore, près de 18 % du budget de l'Etat est consacré au remboursement de la dette extérieure. Mais l'argent frais de l'oncle Sam n'arrive même plus à assurer à la population un niveau de vie décent. Sur 900 000 travailleurs environ, plus de 100 000 sont sans travail et 40 % gagnent moins de 600 F par mois.

Ainsi, Israël n'arrive même pas à faire vivre correctement les 2 millions de juifs qui l'habitent. Comment, dans ces conditions, pourrait-il accueillir et faire vivre la dizaine de millions de juifs de l'extérieur (Diaspora) qui, toujours selon les thèses sionistes, en cas de crise devraient pouvoir y trouver refuge?

En cas de crise économique dans les pays impérialistes avancés. Israël serait un des premiers touchés par la banqueroute de ses bailleurs de fonds traditionnels au moment même où, comme on l'a vu en Allemagne en 1933, l'antisémitisme de la petite bourgeoisie risque de devenir virulent et de provoquer un afflux des masses juives vers Israël. Le schéma peut se résumer ainsi: la crise économique atteint les pays impérialistes, provoquent l'antisémitisme et l'exode des juifs qui arrivent en Israël... et doivent rebrousser chemin car l'Etat sioniste, partie intégrante et très fragile du marché impérialiste, est absolument incapable de les accueillir. Belle solution en vérité!

Mais si Israël ne peut être une solution pour l'ensemble du peuple juif, l'est-elle au moins pour les juifs d'Israël? Certainement pas plus. Aujourd'hui, il est difficile de prétendre que les juifs qui habitent le grand ghetto qu'est Israël sont en meilleure posture ou moins en butte à l'hostilité de l'entourage que leurs frères d'Europe ou d'Amérique.

Et cette hostilité des Arabes, tant de l'intérieur que de l'extérieur, l'Etat juif en est pleinement responsable. Déjà, sous le mandat britannique, on a vu les dirigeants de l'Agence juive (Nahum Goldman, Ben Gourion, Sharet) faire acte d'allégeance à l'impérialisme britannique, puis, après l'indépendance, à l'impérialisme américain. Lié chaque jour un peu plus politiquement et économiquement à l'impérialisme, l'Etat juif, en contrepartie, a joué sans interruption depuis 1948 le rôle d'agent de l'impérialisme au Moyen-Orient. Rappelons pour mémoire Suez en 1956, l'autorisation de survol du territoire accordé aux avions britanniques qui en 1958 volaient au secours de la branche hachémite d'Irak, les déclarations belliqueuses des dirigeants israéliens envers les réfugiés palestiniens arabes de Jordanie chaque fois que ceux-ci ont lutté pour renverser Hussein, marionnette des Anglais, et enfin la guerre agressive actuelle contre les Etats arabes en général et la Syrie en particulier, coupables d'avoir porté des coups aux alliés anglo-américains d'Israël.

Sur le plan intérieur, la discrimination envers la minorité arabe est patente. Alors que les Arabes forment 11 % de la population, ils ne représentent que 1 % des étudiants, 2 % des employés de l'Etat et ne reçoivent globalement que 2,5 % des crédits destinés à l'habitation. La spoliation des terres continue d'ailleurs en Israël où on « judaïse » certaines régions telle la Galilée en expulsant les Arabes qui y habitent.

On comprend dans ce cas la haine que soulèvent les Israéliens au Moyen-Orient. Et malheureusement dans sa politique raciste et chauvine, le gouvernement rallie non seulement la majorité de la population mais aussi la majorité de la classe ouvrière.

Mais il ne s'agit pas d'être fataliste et de prétendre que tôt ou tard les masses juives d'Israël seront exterminées par leurs voisins. Il est possible d'intégrer la lutte des masses populaires d'Israël à celle des masses arabes contre l'impérialisme. Et même si cette perspective n'est pas proche, des révolutionnaires israéliens luttent dans ce sens.

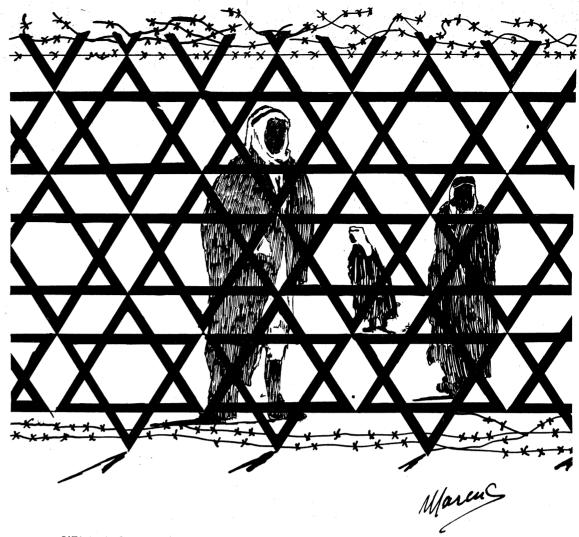
Mais on peut se rendre compte que la voie du salut des masses juives d'Israël n'est pas différente de celle des masses juives du monde entier.

Et cette voie, c'est celle de la lutte pour le socialisme.

« Le conflit entre les Juifs et les » Arabes de Palestine prend un » caractère de plus en plus tragi » que, de plus en plus menaçant », déclarait Trotsky le 18 janvier 1937 au journal en langue yddisch « Der Weg »: «Je ne crois aucunement que la question juive puisse être résolue dans le cadre du capitalisme pourrissant et sous le contrôle de l'impérialisme britannique... La question juive est indissolublement liée à l'émancipation totale de l'humanité. Tout ce qu'on fait d'autre dans ce domaine ne peut être qu'un palliatif et parfois même à double tranchant, comme le montre l'exemple de la Palestine.. Œuvrer pour le socialisme international signifie aussi œuvrer pour la question juive. »

Trente ans après avoir été prononcées, ces phrases sont plus que iamais d'actualité.

L. STERN.



L'Etat Arabe palestinien tel que le conçoit le général MOSHE DAYAN.

### LA DIPLOMATIE SOVIÉTIQUE ET LE MOYEN-ORIENT

« L'URSS se tiendra à nos côtés dans la bataille et ne permettra l'intervention d'aucun pays maintenant que nous sommes retournés au statu quo d'avant 56 », avait déclaré Nasser devant une délégation de parlementaires près d'une semaine avant le déclenchement de la guerre au Moyen-Orient. Il termina d'ailleurs sa déclaration en remerciant l'Union Soviétique, « pays ami », de son attitude.

Il était évident pour chacun — et cela sans préjuger des promesses précises faites par l'URSS à l'Egypte — que cette dernière escomptait au moins le soutien diplomatique total de Moscou dans le conflit qui l'opposait à Israël.

Le mardi 6 juin encore, deuxième jour du conflit militaire, l'Union Soviétique et les démocraties populaires dénonçaient l'agression israélienne et réclamaient le retrait des forces belligérantes à leurs positions d'avant le 4 juin. Au Conseil de Securité, les résolutions présentées ou patronnées par les Américains se heurtaient à l'opposition totale de l'Union Soviétique.

Cependant, la nuit même du mardi 6 au mercredi 7, l'Union Soviétique, en renversant complètement sa position de la veille, a accepté de voter une résolution qui reprenait pratiquement les principaux points de la proposition américaine.

Ce soudain revirement de la diplomatie soviétique a surpris non seulement les pays arabes, qui en furent les victimes, mais même les commentateurs. Il était cependant inscrit dans la logique de la politique extérieure russe, cette même logique qui, en octobre 1962, avait abouti à la « crise des missiles à Cuba ». On se souvient que là encore, l'Union Soviétique a essuyé une

défaite manifeste, et fut contrainte, devant la menace américaine, de démanteler les installations de fusées qu'elle y avait établies peu de temps auparavant. Pas plus qu'il y a quatre ans, l'URSS n'était à même de pousser jusqu'au bout la politique poursuivie avant la reculade. Devant le déroulement de la guerre, devant la rapide victoire israélienne, la seule suite possible à la politique d'amitié vis-à-vis de Nasser, aux promesses de soutien total des pays arabes, eut été l'intervention militaire du côté de ceux-ci. Or une telle intervention impliquait une réplique automatique de la part des USA, par conséquent elle aurait signifié la guerre mondiale à très brève échéance. Il ne restait à l'URSS dès lors que le choix de la meilleure façon de reculer: Elle a choisi celle qui consistait à se faire champion de la paix aux dépens de la défense de ses alliés. Il n'en reste pas moins que la reculade était aussi manifeste qu'en 1962, et elle a montré jusqu'à quelles limites ses alliés peuvent compter sur l'Union Soviétique.

Ce lachage des pays arabes en lutte, comme la crise de Cuba en son temps et à sa manière, montre en même temps les limites de l'efficacité de la politique étrangère de Moscou. L'habileté diplomatique ne supplée pas à la force. Du point de vue strictement militaire l'Union Soviétique ne fait pas le poids, et, à plus forte raison, face à l'ensemble des pays impérialistes. Or, le rapport des forces militaires trace les limites de l'efficacité diplomatique. Et. comme il arrive fréquemment, quand un bel édifice diplomatique d'apparence avantageuse débouche sur la perspective d'une guerre, quand les diplomates ne peuvent pas ne pas céder la parole aux militaires. Moscou est obligé de reculer, et l'édifice diplomatique construit à grand-peine révèle sa fragilité. L'URSS est en train d'en faire la douloureuse expérience, à l'heure où au Caire, aux manifestations d'amitié des dirigeants succèdent les manifestations d'hostilité de la population indignée par ce qu'elle considère comme la trahison des intérêts arabes.

Ce qui est grave, ce n'est pas ce fait en soi, inévitable tant que le rapport des forces militaires entre l'URSS et l'impérialisme reste ce qu'il est, c'està-dire en faveur de ce dernier. Ce qui est grave, c'est que l'URSS ne compte pour sa défence, que sur son efficacité diplomatique, tant qu'il y a place pour les diplomates, et sur son armée, en dernière extrémité.

Pour tenter de suppléer à l'action du prolétariat, seule force capable d'assurer la sécurité de l'URSS, non temporairement mais définitivement, en abattant l'impérialisme, la bureaucratie fait appel à l'habileté de ses diplomates ou, le cas échéant, de ses militaires. Or sur ce terrain, l'URSS est perdue à terme. L'Union Soviétique a certes survécu jusqu'ici mais l'impérialisme aussi. Et il représente toujours le même danger pour l'URSS.

Depuis plus de 40 ans, la bureaucratie s'évertue à tisser de nouveaux systèmes d'alliances, à raccommoder les anciens, et à les voir se déchirer quand même, à la première occasion venue, soit par son fait, soit, plus souvent par le fait de ses partenaires. Une fois de plus, elle vient de se laisser empétrer dans une situation, où elle n'avait le choix qu'entre la guerre en position de faiblesse, ou la reculade. Cette fois-ci encore, elle a pu reculer mais en s'alliénant non seulement la méfiance de ses alliés, les dirigeants des pays arabes, mais aussi et surtout l'hostilité des masses arabes. La politique de la bureaucratie a fait de l'URSS un des vaincus de la guerre du Moyen-Orient.

תעורך: עודד פולבטקי המויל: "יי, משה מחובר לתובה תשערכת: מד. 1840 ת"א—מו "מ"א—184 "MATZPEN", P.O.B. 8470 TELAVIV, ISRAEL דפוט ניאונרפיקה, רחוב הנגב 11



« MATZPEN » (La Boussole)
organe de l'Organisation Socialiste Israélienne

PUBLICATION DU FRONT DEMOCRATIQUE PALESTINIEN

فلغيى

« Palestine », organe du F.D.P.

Nous publions ici des extraits d'une déclaration commune de l'« Organisation Socialiste Israélienne», organisation marxiste révolutionnaire d'Israël, et du « Front Démocratique Palestinien » qui regroupe des militants arabes d'origine palestinienne. Cette résolution adoptée à Londres à la veille du conflit, le 3 juin, ne parle évidemment pas de la situation militaire et de l'occupation d'une partie de l'Egypte, de la Jordanie et de la Syrie par l'armée israélienne. Mais ce texte, en préconisant des solutions pour le problème palestinien, en dénonçant la politique proimpérialiste des dirigeants israéliens et en dévoilant la démagogie nassérienne, fait entendre une voix internationaliste, faible il est vrai, mais bien réelle, dans l'Orient arabe déchiré par la guerre.

« Le conflit israélo-arabe est la « continuation sous sa nouvelle « forme du conflit palestinien. Le « problème palestinien est le con- « flit entre le sionisme politique « et les arabes palestiniens. Il est « le résultat de la dépossession de « la populatior indigène de Pa- « lestine par la colonisation sio- « niste.

« Les Palestiniens arabes, voues « à l'oubli par Ben Gourion et « Hussein, voyaient leurs espoirs « de devenir un peuple libre se « rapprocher grâce à la puissance « militaire de l'Egypte. Ils s'atten-« daient à ce que Nasser, le lea-« der reconnu de la lutte anti-« impérialiste dans le monde ara-« be, jette à bas Hussein affai-« bli, leur oppresseur, et défende « leur cause.

« Jusqu'au 29 mai Nasser, la ra-« dio du Caire et tout l'appareil « de propagande égyptien avaient « violemment attaqué Hussein « dénonçant son premier minisère « comme agent de la C.I.A. et « avaient fait croire aux palesti-« niens qu'il rétablirait leur indé-« pendance en Palestine. Le politi-« cien nationaliste palestinien cor « rompu Choukeiry déclarait :

« Hussein est un pantin de l'im-« périalisme mondial. Pour libe-« rer la Palestine nous devons d'a-« bord détrôner Hussein ».

« Puis, trahissant soudainement « les Palestiniens, Nasser signait « un pacte avec Hussein, donnait « l'accolade à « son frère arabe » « devant les caméras de télévision « et sauvait ce monarque féodal, « ce pantin de l'impérialisme à « un des moments les plus criti-« ques de sa carrière. Le raciste « Choukeiry, qui quelques jours « avant s'était écrié : « Il n'v au-« ra pas de survivants juifs dans « la guerre sainte de libération de « la Palestine » était partie pre-« nante dans ce pacte opportunis-« te. Simultanément Nasser of-« frait un marché similaire au roi « Fayçal, le dirigeant révolution-« naire anti-impérialiste bien con-« nu d'Arabie Séoudite.

« Dans le passé c'étaient tou « jours Ben Gourion et les Anglais « qui sauvaient le trône de Hus-« sein ; aujourd'hui c'est Nasser.

« Comme nous l'avons dit, le « problème palestinien a deux as-« pects politiques principaux

« pects politiques principaux :
 « Celui du rétablissement des
« droits des palestiniens, et celui
« d'intégrer les israéliens dans le
« Moyen-Orient. Les leaders na« tionalistes arabes prétendent
« avoir une solution pour le pre-

« mier (« libération de la Pales-« tine »), mais ne demandent « même pas de solution pour le « second. Les leaders sionistes « d'Israel prétendent avoir une « solution pour le second (« préser-« ver le statu quo ») mais ne se « soucient nullement de résoudre « le premier.

« Pourtant seule une solution « qui résoudrait simultanément les « deux aspects de ce problème « peut donner un résultat viable « et stable. Nous présentons ici « une solution qui satisfait ceste « condition fondamentale.

« 1° — Israel doit subir une « transformation profonde et ré-« volutionnaire. La structure du « pouvoir sioniste et tous les élé-« ments de la suprématie juive « doivent être complètement abo-« lis. Cela doit être obtenu par « une lutte intense commune à « tous ceux qui à l'intérieur d'Is-« rael luttent pour intégrer cet « Etat au Moyen-Orient.

« 2º Cet Etat d'Israel non sio-« niste rapatriera les réfugiés pa-« lestiniens qui voudront revenir « et indemnisera entièrement « pour leurs propriétés, leurs ter-« res et leurs souffrances, ceux « qui ne veulent pas retourner. Il « déclarera être disposé à faire « des concessions territoriales aux « Palestiniens et à les aider à éta-« blir un Etat palestinien indé-« pendant si tel est leur désir.

« 3º — Que les Palestiniens éta-« blissent leur Etat ou non, « pour maintenir l'unité, le nou-« vel Israel non sioniste, trans-« formé, poursuivra une politique « destinée à unir les Israéliens et « les Palestiniens dans un Etat « fédéral socialiste (non nationa-« liste) où les juifs et les arabes « jouiront de leurs pleins droits « civils et d'une entière liberté « culturelle

« 4° — Cet Etat fédéral parti-« cipera au processus d'unifica-« tion politique et économique qu « Moyen-Orient tout entier.

« Nous disons à tous les leaders « israéliens et palestiniens, chau- « vins, nationalistes et racistes : « pendant 19 ans, vous ne vous « êtes pas approchés d'un seul « pas d'un accord. Vous avez eu « deux guerres, et maintenant « vous en préparez une troisième « qui n'apportera pas le salut mais « la mort ».

— Organisation Socialiste Israélienne

- Front Démocratique Palestinien.

Londres, le 3 juin 1967.

# LES POSITIONS DE L'EXTREME-GAUCHE ISRAELIENNE ET PALESTINIENNE

Extrait d'une déclaration de l'Organisation Socialiste Israélienne à l'occasion du XIX<sup>e</sup> anniversaire de l'Etat d'Israël:

« Durant ces dix-neuf années, Israël a été un îlot isolé au sein du Moyen-Orient, un Etat qui n'est indépendant qu'au sens formel du terme, vu sa dépendance politique et économique des puissances impérialistes, spécialement des U.S.A. Il a servi continuellement d'instrument de ces puissances contre la nation arabe et contre les forces progressistes du monde arabe. Ce rôle de la politique officielle israélienne s'est manifesté le plus clairement (mais ce ne fut pas la seule occasion) en 1956 lorsque le gouvernement israélien s'est joint à l'impérialisme anglo-français dans une collusion agressive contre l'Egypte, fournissant même à ces puissances le prétexte d'une interventicn militaire.

L'état de guerre et d'hostilité entre Israël et ses voisins arabes s'est poursuivi nendant dix-neuf ans et les dirigeants sionistes d'Israël n'ont aucune perspective réelle de modifier cette situation. La politique israélienne est dans l'impasse. L'Organisation Socialiste Israélienne, qui compte dans ses rangs aussi bien des Juifs que des Arabes, est d'avis que le problème palestinien et le conflit judéo-arabe peuvent et doivent être résolus d'une manière socialiste et internationaliste, en tenant compte des particularités uniques de ce problème complexe.

L'Etat d'Israël doit subir une profonde transformation révolutionnaire de sorte que cet Etat sioniste devienne un Etat socialiste représentant les intérêts des masses qui s'y trouvent. En particulier « la loi du retour » (qui accorde à tout juif du monde le droit absolu et automatique d'immigrer en Israël et en devenir un citoyen) doit être abrogée. Chaque demande d'immigration en Israël sera jugée à ce moment séparément sur ses mérites propres, sans discrimination aucune de nature raciale ou religieuse.

Le problème des réfugiés palestiniens est l'aspect le plus douloureux du conflit israélo-arabe.

Nous sommes donc d'avis que tout réfugié (arabe) qui désire retourner en Israël doit être mis en mesure de le faire : dans ce cas il devrait obtenir une réhabilitation économique et sociale intégrale. Les réfugiés qui choisiraient librement de ne pas être rapatriés seraient intégralement indemnisés pour la perle de propriété et les souffrances personnelles subies.

En outre, toutes les lois et tous les règlements ayant pour objet d'exercer une discrimination envers la population arabe d'Israël, de l'opprimer et d'exproprier ses terres doivent être abrogés.

La solution du problème palestinien doit non seulement redresser les torts dont les Arabes de Palestine ont été les victimes mais également garantir l'avenir national des masses hébraïques. Ces masses ont été amenées en Palestine par le sionisme, mais elles ne sont pas responsables des actions du sionisme.

Ce n'est pas une coïncidence que les dirigeants (arabes) qui préconisent pareille « solution » (la guerre sainte — Jihad — contre les juifs) s'avèrent également incapables de résoudre le problème kurde. »

(Mai 1967).

### ISRAEL:

# Chair à canon de l'impérialisme

(Suite de la page 1)

qui explique la poursuite de l'offensive israélienne sur Damas.

Pour qui en douterait, le déroulement des opérations militaires à partir de jeudi soir est extrêmement révélateur de l'attitude israélienne.

Jeudi 9 juin, après l'appel du Conseil de Sécurité, Damas acceptait le cessez-le-feu. Vendredi matin, l'armée israélienne envahissait la Syrie.

Les avions de Tel-Aviv bombardaient les villages syriens au napalm, les blindés s'ébranlaient pour remplir l'objectif fixé quelques semaines auparavant par le chef d'état-major israélien, le général Rabin: détruire le pouvoir des audacieux révolutionnaires de Damas.

Et si les troupes israéliennes n'ont pu aller jusqu'à Damas, ce n'est pas faute d'avoir employé les gigantesques moyens de son armée ultra-moderne, appuyée par une aviation qui s'était, dès le premier jour, assuré la maîtrise du ciel.

Incontestablement, l'attaque israélienne contre Damas a été une opération menée pour le compte de l'impérialisme U.S., désireux de se débarrasser du régime de Damas, comme il détruit tout gouvernement qui s'oppose tant soit peu à sa politique, que ce soit à Saint-Domingue ou bien à Diakarta.

Mais en Syrie, les armées israéliennes se sont heurtées à une résistance acharnée de l'armée, renforcée et soutenue par la population. C'est que le gouvernement du Dr Noureddine, s'il n'est pas socialiste, ne tente pas moins de mener une politique indépendante de l'impérialisme et, dans ce conflit, il a largement bénéficié de l'appui des masses sur lesquelles il n'a d'ailleurs pas hésité à s'appuyer.

Cela n'a pas été le cas en Jordanie où Hussein craignait plus les Arabes palestiniens que les troupes israéliennes qui l'ont toujours protégé. C'est pourquoi il s'est bien gardé d'armer la population pour résister à l'attaque israélienne et il est lui-même directement responsable du nouvel exode des Arabes palestiniens. Mais cette politique, Hussein n'aurait jamais pu la mener sans l'appui de Nasser et du leader palestinien Choukeiry qui se sont dépensés sans compter pour redorer le blason plus que terni de la monarchie hachémite. En agissant ainsi, Nasser a bien montré qu'il préférait s'appuyer sur les classes dirigeantes des pays arabes aussi corrompues soient-elles plutôt que sur les masses populaires en armes de peur d'être débordé par cellesci. Il a aussi montré les limites de son anti-impérialisme qui est celui des faibles bourgeoisies des pays arabes dont les intérêts sont parfois opposés à ceux de l'impérialisme mais constamment à ceux des masses populaires.

Qu'Israël ait accepté d'intervenir comme commis des U.S.A., onze ans après l'agression de Suez, montre le rôle que l'impérialime assigne aux Israéliens dans cette partie du monde. Pour ses bons et loyaux services, Tel-Aviv sera certainement récompensé et, dans l'âpre discussion qui va s'engager, nul doute que les Américains ne soutiennent une partie des revendications territoriales des Israéliens, que ce soit à Gaza, en Transjordanie, à Charm-El-Cheick, sans

parler d'un éventuel déplacement de la frontière syrienne qu'Israël estime « trop proche » des principales villes d'Israël.

Si les dirigeants israéliens ont gagné la guerre, si l'extrême-droite israélienne s'est renforcée comme le montre l'entrée dans le gouvernement de Menachem Begin, chef de l'extrémiste Herout, si l'impérialisme a marqué des points, les peuples du Moyen-Orient n'ont rien gagné au conflit, bien au contraire.

Le mur d'incompréhension qui dressait Juifs contre Arabes dans cette partie du monde se trouve renforcé par des dizaines de milliers de cadavres. Dans les pays arabes, l'armée israélienne s'est inspirée des méthodes que des mercenaires de l'impérialisme ne renient pas, que ce soit à Aden, à Djibouti, au Vietnam ou à Pointe-à-Pitre.

Humiliations, destructions de villages, bombardements au napalm, voilà les méthodes de l'armée israélienne.

Mais les peuples arabes qui aspirent à la dignité ne renonceront pas à la lutte contre l'impérialime. Dans cette lutte, ils ne manqueront pas de retrouver l'Etat d'Israël, champion de l'ordre au Moyen-Orient. Un nouveau conflit est donc inévitable, sauf si le peuple israélien, et en premier lieu la classe cuvrière, sait se débarrasser de sa bourgeoisie et aider les masses arabes à abattre l'impérialisme.

Et si, actuellement, cette solution apparaît comme peu réaliste, c'est cependant la seule voie qui garantisse la paix au Moyen-Orient.

Francois DELAIN.

# La Quinzaine Culturelle Berliet troublée par des «pro-chinois»

LYON 2 juin. — Des incidents ont marqué, à 12 h. 30, a représentation d'un des spectacles de la « quinzaine culturelle » Devant la menace d'un incorganisée par le comité d'entreprise des usines Berliet.

des usines Berliet.

Autour du podium, planté devant l'une des portes d'entrée des usines, un millier de travailleurs attendaient, pendant la pause, le début d'un court programme de variétés, quand une colonne de « marxistes-léninistes » prit place au centre des pourgrants bleite le commande pause une colonne des bourgerons bleus. Le commando, environ une centaine de jeunes ens, voire de très jeunes gens, entreprit alors de vendre اعلام Voix Ouvrière », l'organe de leur association

LYONNAIS

ATTAQUENT CHEZ BERLIET

LES « GARDES ROUGES » Déjà des bagarres se sont C.G.T. produites à plusieurs reprise entre ceux que l'on nomme

### ACTUALITES

Riposte massive des travailleurs de Vénissioux conire des commandos irotskystes

ATTAQUENT CHEZ SERLET

her aux portes de Lyon, et plus
precisement des usines Berilet. A
personne des person

un pas de precisement des precisements
des tracts qualitiant les commudes tracts qualitiant les commudes tracts qualitiant les cégétistes
de fascistes.

Réaction immédiate ; coups de
poing et de clès anglaises, jets
poing et de clès anglaises, jets
de pierres.

iroiskysies

Une nouvelle provocation a été organisée hier à midi devant, les portes de l'usine Berliet par les trotskystes de la sol-disant « Voie ouvrière ».

Déjà le 19 mai une polgnée de ces individus avaient été chassés par les travailleurs glors qu'ils tentaient de diffuser leur reunieremplle de calomnies à l'égard des organisations syndicales et politiques. Sous couvert de phrases pseudo révolutionnaires, le contenu de leurs prospectus ne vise qu'à la division des travailleurs, à la grande satisfaction du patronat et du Pouvols, Mécontents d'une telle réception et dépités par le confiance manifestée par les travailleurs à leurs organisations syndicales lors des dernières grèves, ils avaient annoncé à l'avance dans un tract provocateur, leur intention de revenir en force.

Organisés en plusieurs commandos, avec quelques chefs à la tête de chaque groupe, des dizaines de provocateurs, absolument des pouvocateurs, absolument des pouvocateurs, absolument des pouvocateurs, absolument des provocateurs, absolument des provocateurs, absolument des pouvocateurs, absolument des pouvocateurs des pouvocateurs des pouvocateurs des pouvocateurs des pouvocateurs de pouvocateurs des pouvocateurs de pouvocateurs des pouvocateur

de police furent appelées en renfort Au moment où les cars apparurent, les ouvriers se mirent en œuvre de refouler euxmêmes les « pro-chinois », « constituèrent un front qui dor

la « Voix Ouvrière », séparés à ce moment par groupes de 30 Des pierres furent lancées par les poursuivants, pris en charge finalement et « embarqués » par

na la chasse aux vendeurs de

Une centaine de « trotskystes » furent interpellés par la police. Certaines informations donnent à penser qu'ils furent 150 ou 200 à participer à cette expédition. La plupart habitent la région parisienne.

Lors de la poursu.te, une quinzaine de personnes apparte-nant au commando d'extrême gauche, extérieures à l'entreprise, dont un gardien des forces de l'ordre, furent blessées par des jets de pierres. Trois jeunes blessés à la tête et aux jambes ont été hospitalisés.

### Les travailleurs Berliet ont fait échec aux diviseurs

de fascistes.

Réaction immédiate ; coups de cles anglaises, cats C.G.T. de Berliet-Vénissieux dénoncent l'activité du pour se propuscule de la « Voix Oudre pour se dour se de contagont centaine ; l'es. chinois et une centaine ; l'es. chinois et une centaine ; d'arrestations.

entions. Tant les usines Berliet de Vénissieux Bagarre entre cégétistes et commandos trotskystes

dicale, ou dans celles ou les militants C.G.T. sont victimes de la répression (Simca et Ci-troën par exemple).

Hier vendredi, organisés mi-litairement, armés de poings américains et autres instruaméricains et autres instru-ments, quelques deux cents mercenaires de cette voix dite ouvrière se sont présentés de-vant les portes de l'usine avec l'intention évidente de provo-quer les travailleurs. Les travailleurs Berliet ont fait place nette devant la porte B en les chassant et en déchi-rant leur propagande anti-ouvrière.

Les syndicats C.G.T. confirment qu'ils ne sont pas parti-sans de la violence pour mettre fin aux activités de la voix dite ouvrière, ils soulignent cepen-dant que cette dernière est seule responsable des incidents

qui ont pu se produire.

La C.G.T. mettra tout en

Quinze blessés dans une bagarre entre militants cégétistes et commandos trotskystes

### venus de la région parisienne et de Clermont-Ferrand

A LA PORTE DES USINES BERLIET

DE sévères incidents se sont produits hier à la porte des usines Berliet, de Vénissieux, dans la banlieue lyonnaise, entre des ouvriers de l'entreprise et un fort commando trotskyste, composé en majorité de militants de l'extérieur, venus dans l'intention de laver les affronts infligés récemment, et à diverses reprises, à des diffuseurs locaux du journal «Voix Ouvière».

On compte une quinzaine de blessés, tous parmi les jeunes trotskystes, et trois d'entre eux ont dù être hospitalisés.

ont du etre nospitalisés.

D'autre part, au cours de l'intervention des services de politica mandien de la paix a été blessé au front par un jet de groupes tenta une manœuvre de groupes de groupes tenta une manœuvre de groupes de group

pierre.
Dejà le vendredi 19 mai, vers

Hier, vers 12 h.10, un millier d'ouvriers de l'entreprise, réunis devant la porte B, attendaient que débute le spectacle organisé dans le cadre de la Quinzaine cuturelle Berliet.

culturelle Berliet.

De part et d'autre de cette foule, se rassemblèrent deux groupes de militants trotskystes: une quarantaine du côté est diffusant la «Voix Ouvrière » et des tracts dans lesquels les communistes orthodoxes étaient traités de « fascistes »; près de deux prêts, semblait-il, à prendre les ouvriers à revers.

A 12 h. 40 se produisirent les

jonction avec les quelque quarante vendeurs.
Les services de police, alertés, interviment rapidement et la plupart des diffuseurs de «Voix Ouvrière», malgré une vive résistance, furent appréhendés.
Mais dans les mêmes instants, une violente bagarre devait se dérouler entre des ouvriers Beriet et le commando des deux cents militants trotskystes. Le coups de poing se mirent à pleuvoir, ainsi que les pierres et les boulons.
C'est alors que, pour éviter le pire, le commissaire de police de permanence donna l'ordre d'appréhender les membres du commando. Une centaine furent conduits à la caserne Molière ou les contrôles permirent de constater que la plupart, âgés de 21 ans en moyenne, étaient do miciliés dans la région parisienne. Aucune arrestation ne devait être maintenue.

cystes blesses au cours de la coaractre et qui ent été transportés à l'hôpital Edouard-Herriot trois ont été hospitalisés. Ils souffrent de traumatismes crâniens, de luxations d'épaule et le blessures aux jambes.

Tous ces blessée

### Pro-chinois et communistes devant les usines Berliet en viennent aux mains Une douzaine de blessés

LYON. — Un vif incident a opposé en fin de matinée hier devant les usines Berliet à Veniseux un groupe de « pro-chi sieux un groupe à l'établisse et des membres de l'entre et des membres par l'entre par l'entre par l'entre par l'entre par l'entre l'entre de l'entre l'en

# Incidents aux portes des usines Berliet

où 250 «prochinois» distribuaient des tracts anticommunistes

Lyon, 2 (A.C.P.). — De violents incidents se sont produits, vers 12 heures 30, aux portes des usines Berliet, à Vénissieux (Rhône), dans la healitage bronnéise la banlieue lyonnaise.

Plusieurs centaines de travail-leurs assistaient, pendant la pause

sement par le comité d'entreprise, lorsque 250 « prochinois », très jeunes dans l'ensemble, marchant au pas cadencé, se placèrent devant les portes pour vendre leur journal « La Voix ouvrière » et distribuer des tracts dans les communistes orthodoxes étaient traités de « fascistes ».

### DEVANT BERLIET, LE PCF APPELLE LA POLICE **OUVRI** POUR EMPECHER

Nous avons déjà relaté dans notre numéro précédent les nombreuses agressions, multipliées ces derniers temps, dont s'est rendu coupable le PCF envers des militants d'organisations d'extrême-gauche en général, et de « Voix Ouvrière » en particulier. Ainsi, ces dernières semaines, les nervis staliniens ont sévi à Rouen, à Toulouse, à Paris, à Dijon, à Lyon.

Nous relations comment, devant une usine de la banileue de cette dernière ville, très exactement devant Berliet à Vénissieux, les vendeurs de notre journal furent, le 19 mai, violemment pris à partie par une bande d'énergumènes dirigés par le sieur Bourdeleau, membre bien connu du P.C.F. et secrétaire du syndicat C.G.T. de l'entreprise. Très nettement supérieurs en nombre, ces soi-disant « communistes », ce jour-là, employèrent tous les moyens pour empêcher la diffusion de « Voix Ouvrière » : les poings d'abord, puis les pierres et même le couteau.

Mais leurs exploits ne s'arrêtent pas là. Et à la vente du numéro suivant, le 2 juin, ils ont trouvé le moyen d'avoir une attitude plus répugnante encore.

Cette fois en effet, bien décidés à faire respecter la démocratie ouvrière, vendeurs et sympathisants de « Voix Ouvrière » étaient beaucoup plus nombreux. Aussi purent-ils sans encombre distribuer un tract dénoncant les méthodes de gangstérisme employées par le P.C.F. et vendre notre journal, pendant près d'une demi-heure. Les dévoyés qui s'attaquent devant les usines à la liberté d'expression, ne se sentent remplis de courage que, lorsque, à cinq ou dix contre un, ils sont assurés que le nombre joue sans conteste en leur faveur.

Devant l'attitude ferme et la résolution de nos camarades, rien ne leur a sans doute semblé moins sûr. Aussi ont-ils choisi une autre méthode pour tenter de se débarrasser de nous sans risque: faire appel aux forces de police.

Vingt-cinq minutes après le début de la vente se présentaient, en effet, sur les lieux le commissaire chargé de « la défense de l'ordre » dans la localité, et ses adjoints. Ils étaient suivi quasi immédiatement par plusieurs cars d'agents de la police lyonnaise qui en descendirent casque sur la tête et matraque au poing. Or, avant l'arrivée des policiers, aucune altercation ne s'était produite ce jour-là.

L'intervention « à froid » de la police, sa rapidité, son nombre et le fait que les agents avaient la « tenue » des C.R.S. les jours de manifestation, indiquent clairement que l'opération était prévue et attendue. Et pas seulement par les policiers d'ailleurs.

Dès l'arrivée de ceux-ci, en effet, les nervis du PC.F., qui étaient restés on ne peut plus calmes jusque-là, s'animèrent soudain. Nos camarades refluant devant les injonctions et les matraques des policiers ce fut alors, mais alors seulement, la ruée. Les courageux défenseurs de la « démocratie rénovée » firent pleuvoir sur ceux qui étaient assaillis par les flics une grêle de pierres.

Et s'il fallait une autre preuve de la collusion dans cette affaire entre le P.C.F. et la police elle est fournie par l'attitude significative de cette dernière. Alors qu'elle s'est attaquée aux diffuseurs de « Voix Ouvrière » bien que la vente se pousuivît normalement, sans même donc le prétexte de voir « l'ordre » troublé, les membres du P.C.F. ont pu impunément lapider nos camarades et en blesser sérieusement plusieurs (qui durent par la suite être hospitalisés) sans qu'un seul policier fit un seul geste pour les empêcher ou les interrompre.

Les seules arrestations opérées par la police furent celles de membres supposés de « Voix Ouvrière ». De toute évidence, policiers et membres du P.C.F. avaient devant Berliet un ennemi commun à réduire et s'y sont employés de concert

D'ailieurs, les policiers ont déclaré par la suite à certains camarades arrêtés, a qui lis tentaient d'expliquer, sans rire, qu'ils étaient venus « pour les protéger », qu'ils avaient été appelés de deux côtés différents : par la direction de l'entreprise d'une part, par des « gens du voisinage » de l'autre. Aucune habitation n'est proche de cette sortie des usines Berliet. Il est donc facile de deviner qui sont ces « gens du voisinage » : les responsables locaux du P.C.F.

La presse qui a rapporté assez largement l'affaire l'a fait d'une manière plus que fantaisiste. Partout nous sommes assimilés aux pro-chinois. Ce n'est certes pas une injure pour nous, mais c'est une contre-vérité. Bien souvent. à la lecture de ces informations, il semblerait que c'est aux ouvriers sans distinction que nous nous sommes heurtés et non pas aux seuls staliniens comme c'est le cas. « Combat » va même jusqu'à affirmer (d'où le tient-il donc?) que « les C.R.S. n'ont pas eu à intervenir!

La palme en matière d'information revient cependant, noblesse oblige, à «l'Humanité» qui ne dit pas un mot de l'intervention de la police. Il est vrai qu'elle pourrait difficilement expliquer la vérité à ses lecteurs.

On peut cependant y lire en clair l'aveu de la conception du P.C.F. sur la démocratière ouvrière :

« Une nouvelle provocation a été organisée hier à midi devant les portes de l'usine Berliet par les trotskystes de la soi-disante « Voie

Organisés en plusieurs commandos, avec quelques chefs à la tête de chaque groupe, des dizaines de provocateurs, absolument étrangers à l'usine, ont donc essayé une nouvelle fois de distribuer leurs

Ainsi pour « l'Humanité », le seul fait de distribuer ses écrits constitue une provocation. Belle rénovation de la démocratie que nous prépare là le parti de Waldeck-Rochet. Il est vrai que ces méthodes, il ne les emploie que contre les militants de gauche et les révolutionnaires.

Que le P.C.F. ne se fasse tout de même pas trop a'illusions. S'il avait suffi de l'aide de la police pour anéantir les idées révolutionnaires, les idées marxistes, les idées trotskystes, il y a longtemps qu'elles n'existeraient plus. Hélas, pour le P.C.F., elles sont pourtant bien vivantes. Et c'est même parce qu'elles le sont de plus en plus que le P.C.F. est prêt à tout pour les empêcher de se répandre dans la classe ouvrière.

Il peut compter sur nous pour en défendre l'expression au sein de la classe ouvrière, malgré ses nervis et malgré la police. Car l'emploi de telles méthodes condamne avec certitude le stalinisme

à la faillite, qu'elles qu'aient pu être, ou quelles que puissent être encore, les illusions qu'il a créées dans la classe ouvrière. Nous sommes sûrs qu'elles tomberont un jour, d'autant plus rapidement d'ailleurs que la dégénérescence du P.C.F. est plus grande. Comme nous sommes sûrs que, dès maintenant, les hommes de gauche et les militants ouvriers honnêtes - v compris ceux du P.C.F. — ne peuvent que réprouver - même s'ils n'approuvent pas toutes nos idées - ces méthodes de gangsters. Sur eux aussi nous comptons pour défendre la liberté d'expression.

## DERNIERE REUNION

Environ 525 personnes assistaient à la réunion du 5 juin du Cercle Léon Trotsky, auquel l'actualité imposa un ordre du jour plus chargé que prévu.

L'exposé principal portait, comme prévu, sur le problème de la nature de l'Etat soviétique, tel qu'il se pose 50 ans après la révolution russe. Le camarade qui traitait ce sujet devait tout d'abord rappeler comment cet Etat s'était historiquement formé, et pourquoi et comment il avait ensuite dégénéré. Il s'attacha ensuite à définir la signification de la formule « Etat ouvrier dégénéré ». en montrant comment l'Etat soviétique reste quelque chose d'absolument original, parce au'il est né d'une révolution prolétarienne, et qu'on ne peut absolument pas étendre cette notion aux pays dits de démocratie populaire. S'interrogeant pour finir, sur l'avenir de l'U RSS: restauration du capitalisme, ou évolution vers le socialisme, il devait montrer que si la première hypothèse paraît aujourd'hui encore bien moins probable qu'à l'époque ou Trotsky écrivait la « Révolution Trahie », une évolution pacifique vers le socialisme, à laquelle certains ont cru en 1956, elle,

### **AVANT LES VACANCES** DU CERCLE LEON TROTSKY DE PARIS

est totalement exclue. et que finalement si l'on peut dire que l'URSS se dirige à coup sûr vers quelque chose, c'est vers la querre que lui fera l'impéria-

Après la suspension, un autre camarade intervint pour retracer rapidement les incidents qui se déroulèrent le 2 juin devant les usines Berliet, et pour rappeler le sens de notre lutte pour la démocratie ouvrière.

Enfin un troisième orateur developpa nos positions par rapport au conflit du Moyen-Orient, positions que l'on trouvera par ailleurs dans ce numéro de « Voix Ouvrière ».

La discussion fut brève. Deux camarades du groupe « Pouvoir Ouvrier » intervinrent pour développer leur conception « capitaliste d'Etat » de l'URSS, et un camarade du PCI (« l'Internationale ») prit la parole pour expliquer pourquoi, d'après lui, les démocraties populaires étaient aussi des « Etats ouvriers dégénérés ».

Cette réunion était la dernière avant les vacances d'été, et nous espérons retrouver tous nos amis et lecteurs de la région parisienne, plus nombreux encore à notre réunion de rentrée le 23 octobre.

# Tract V.O. diffusé le 2 Juin aux ouvriers de Berliet

TRAVAILLEURS DE CHEZ BERLIET

Pourquoi sommes-nous une fois de plus devant les portes de votre usine à vendre notre journal la VOIX OUVRIERE, malgré ceux qui veulent nous en empêcher?

D'abord si nous éditons la VOIX OUVRIERE c'est que nous voulons faire connaître et défendre certaines idées.

Nous sommes marxistes, nous sommes communistes, nous sommes trotskystes. A ces titres nous pensons que le système capitaliste, de crises économiques en guerres, en passant par des régimes policiers et fascistes, conduit l'humanité à sa destruction. A ces titres nous pensons que c'est aux travailleurs, au prolétariat de prendre le pouvoir politique pour organiser la société sur la base d'une économie socialiste et non sur la base d'une économie mercantile à la recherche du profit.

Parce que nous pensons que c'est seulement la classe ouvrière qui est capable de sauver l'humanité de la barbarie et de la destruction, c'est à elle

Les idées que nous défendons gênent bien entendu les patrons et leur appareil d'Etat et ceux-ci ne se privent pas de nous attaquer chaque fois qu'ils en ont la possibilité.

Mais nos idées gênent aussi ceux qui se réclament du communisme mais qui, depuis fort longtemps, ont abandonné leur idéal pour des alliances et des compromissions avec les représentants du Capital.

Or ces gens-là, pris au piège de leur propre trahison, n'ent plus d'autres arguments que les arguments frappants.

Ces arguments frappants à leur grande honte, ils les ont introduits dans le mouvement ouvrier, il y a une quarantaine d'années, y ajoutant d'ailleurs d'autres méthodes aussi méprisables que le mensonge et la

Aujourd'hui, 15 ans après la mort de Staline, les méthodes staliniennes continuent. Aux portes des usines Berliet, chaque fois que nous venons vendre notre journal, ces émules de Staline créent des incidents, espérant ainsi décourager nos militants et fatiguer les travailleurs de ces bagarres aux portes des usines.

Nous n'avons nullement le goût de la bagarre. Mais nous pensons aussi que nous n'avons pas le droit de céder devant une minorité d'excités et d'inconscients qui voudraient bien nous éliminer pour ne plus avoir à répondre à nos critiques. Souvenons-nous que c'est au moment où des grèves éclataient dans l'usine, grèves qu'ils cherchaient à empêcher, qu'ils ont envisagé de nous chasser.

Nous déplorons que dans le mouvement ouvrier puissent exister des méthodes de mensonges, de calomnies et de violence qui d'ordinaire sont réservées aux couches les plus dégénérées du capitalisme : à ses

Mais nous ne nous contenterons pas de le déplorer nous y résisterons et nous espérons bien, avec l'aide des travailleurs, y résister victo-

Car le sort de la classe ouvrière, et avec lui le sort de l'humanité tout entière, dépend de la capacité des travailleurs à imposer dans leur sein la démocratie ouvrière.

Ce n'est que dans la mesure où toutes les opinions pourront s'exprimer librement que les travailleurs pourront librement choisir la voie qui leur paraît la plus juste.

Nous ne renoncerons pas quant à nous à notre droit d'affirmer notre point de vue, de formuler nos critiques, et d'apporter nos solutions. Au moment où dans le monde entier la Réaction s'abat sur des millions d'hommes, en Asie, en Afrique, en Amérique et tout récemment, en Grèce, au moment où les graves conflits engendrés par les contradictions du capitalisme risquent à chaque instant de nous précipiter dans la guerre, nous pensons que les travailleurs ont besoin de toutes leurs forces, de toutes

Toute fraction de la classe ouvrière qui tente par des méthodes déloyales ou par la force d'empêcher le libre cheminement des idées révolutionnaires se fait le gendarme du capitalisme.

### TRAVAILLEURS DE CHEZ BERLIET

Si nous sommes aujourd'hui devant les portes de votre entreprise ce n'est pas seulement parce que nous pensons que c'est notre droit d'avoir des idées, c'est aussi parce que nous estimons que c'est notre devoir de les défendre contre l'obscurantisme, contre la calomnie et contre la vio-

C'est parce que nous sommes conscients qu'en imposant le respect de nos idées nous contribuons à imposer le respect de la liberté pour tous.

A bas les mensonges, la calomnie et la violence au sein du mouvement ouvrier !

A bas le gangstérisme stalinien!

Vive la démocratie ouvrière !

Voix Ouvrière, 2 juin 1967.

# Meeting public à Dijon pour protester contre les violences du P.C.

Deux cents personnes environ assistaient à la réunion publique de protestation organisée à Dijon le vendredi 2 juin contre les méthodes de violence employées par le Parti Communiste Français pour tenter d'empêcher la vente de notre journal et la diffusion des bulletins « Voix Ouvrière » aux portes d'entreprises de la région. Deux orateurs prirent successivement la parole, exposant les différentes attaques dont « Voix Ouvrière » et d'autres groupes d'extrême-gauche sont depuis quelques temps l'objet de la part du PCF, aui semble avoir adopté cette ligne depuis son dernier congrès. Rappelant ce qu'est le stalinisme, ils en décrivirent et dénoncèrent les méfaits au sein du mouvement ouvrier et affirmèrent la nécessité pour tous de lutter contre les méthodes du gangstérisme stalinien qui ne peuvent que démoraliser et désorienter les travailleurs, facilitant ainsi l'emprise éventuelle du fascisme sur la classe ouvrière.

Ensuite, des camarades de Dijon prirent la parole pour faire le récit des agressions dont

ils avaient été les victimes de la vart des nervis locaux du PCF, et des communiqués adressés à notre meeting furent lus, émanant du Parti Communiste Internationaliste, de la section de la Côte d'Or de la FGDS, ainsi que de celle du PSU. Ces deux derniers tenaient à affirmer leur attachement au principe de la liberté d'expression des différentes tendances de la gauche et de l'extrême-gauche quoique affirmant ne pas pouvoir se prononcer sur la responsabilité des incidents passés.

Une courte discussion suivit, au cours de laquelle un assistant prochinois, s'affirmant stalinien, nous reprocha de critiquer le stalinisme et non les révisionnistes modernes ». L'un des orateurs suggéra aux camarades dijonnais d'inviter des membres du PSU et de la FGDS, puisque ces organisations ne veulent pas se prononcer sur des incidents passés, à venir assister à nos diffusions aux portes de l'usine Bourgogne-Electronique, en particulier.

Cette réunion publique a donc montré que, dans la gauche et parmi les travailleurs, les pratiques du PC étaient loin d'être unanimement approuvées. Et c'est pourquoi nous devons faire connaître d'autant plus largement ces faits et dénoncer une attitude et des mœurs qui, dix ans après la prétendue « déstalinisation », continuent d'être la règle d'action du Parti stalinien contre les révolutionnaires.

### Important public à la réunion d'information organisée, hier soir par «Voix ouvrière»

ateur a rappelé que le P.C.F. ublé ses attaques après son dernier congrès.

Par contre, les militants de l'ex-trême droite ne sont jamais mo-lestés; pourquoi cette violence du P.C.F. à l'égard de l'extrême gau-che ? s'est demandé l'orateur.

Hier soir, dans la salle des conferences du Palais des Congras un meeting public organisé par « Voix ouvrière » a réuni un important public.

Le cat a réuni de cette réunion était d'informer les présents des inclidents qui oct eu lieu, voici peu, dans quelques entreprisées de loildents qui oct eu lieu, voici peu, de la conference entreprisée de Divinodents qui ont eu lieu, voici peu, de la conference entreprisée de Divinodents qui ont eu lieu, voici peu, de la maissi l'apporter les incidents qui ont et pris à partie h'orite des usines, aiors qu'ils disréunient des tracts et des Johns de l'entre des usines, aiors qu'ils disrétuaient des tracts et des Johns de l'entre des usines, aiors qu'ils disrétuaient des tracts et des Johns de l'entre pourvait : Les consPlusieurs orateurs se sont succédés à la tribunitique devénement
le Porti communiste français, et ceux des autres pays « Ils ont toujours utilisé la violence » a-t-il ditderetteme ganche ont été materquée, assessinés, déporté sous le
rèpne de Staline sees d'utilisé les l'indivisitions de Voix
d'extreme pauche ont été natarquée, assessinés, déporté sous le
rèpne de Staline sees d'utilisée à la lecture de messages envoyés per
aux intréttés des démorates ouviper s'aveur à rappalé que le P.C.F.
à rédoublé ses situemes.

Le compte rendu du quotidien dijonnais «Les Dépêches»

# LA SITUATION A SAINT-NAZAIRE

Le patronat nazairien s'efforce maintenant de rattraper le temps perdu pendant la grève.

D'abord, l'horaire normal des chantiers a été augmenté, et ce, jusqu'aux congés a déclaré la direction des chantiers de l'Atlantique. De 44 h. l'horaire hebdomadaire est passé à 48 h (horaire qui existait avant les licenciements de 1964).

Les commandes doivent être livrées dans les délais, et dans les secteurs les plus pressés, il est fait appel aux volontaires. Ainsi, il a été demandé aux travailleurs qui sont sur le paquebot chinois de rester pendant la période des congés afin d'assurer la finition du navire qui doit quitter Saint-Nazaire précisément à la fin juillet.

De plus, la direction cherche à reprendre en main la maîtrise, en organisant régulièrement des réunions avec les chefs d'atelier et les ingénieurs. A la préfabrication par exemple, on a expliqué aux agents de maîtrise, en s'appuyant sur les données des « mouchards » de courant, que les ouvriers avaient plus travaillé pendant leur absence que d'habitude! Il s'avère que dans certains secteurs cette politique paie e que ceux qui ont déjà oublié se font les complices de l'accroissement d - la production.

Comme il avait été convenu lors des accords, des discussions sont en cours ; pour l'alignement des taxes d'emploi sur les taxes d'affutages pour les horaires, pour étudier le problème des classifications et notamment de l'atelier de traçage au 1/10 pour les mensuels. On se souvient que dans cet atelier, les travailleurs étaient en mouvement bien avant la grève du 1er mars, justement pour avoir satisfaction sur ces problèmes. Aujourd'hui, la direction revient sur ce qui avait été

entendu au cours des discussions précédentes, et cette semaine les travaileurs de l'atelier du 1/10 ont recommencé les débrayages tournants: ils ont débrayé une heure mardi et co vendredi. Le comité d'établissement a d'ailleurs été réuni pour s'entendre dire que si cette situation persistait, elle pourrait avoir des conséquences pour d'autres ateliers. Les délégués ont alors quitté la salle en protestant contre les méthodes de discussion de la direction.

Les syndicats n'ont pas voulu cautionner l'augmentation de l'horaire en acceptant, comme le proposait la direction, de choisir entre deux ou trois samedis travaillés dans le mois. Ils ont émis une protestation toute symbolique ; ;

La distribution des sommes qui avaient été collectées se termine. Plus de 260 millions ont été ainsi distribués aux grévistes et aux lockoutés, sur le principe de la parité journalière entre les uns et les autres, compte tenu que les horaires bénéficiaient du chômage partiel et des ASSEDIC, et que les mensuels avaient 20 jours de plus de perte de salaire. Les horaires auront touché pour 42 jours de lock-out : 650 F.

Les mensuels pour 62 jours de grève: 920 F. Des collectes viennent d'être faites pour les travailleurs de Rochefort. (Sud-Aviation).

Il est indéniable que les horaires ont fait leur compte et conclu que l'accord d'entreprise leur apportait des avantages non négligeables. Ainsi, bon nombre de travailleurs oni adhéré aux organisations syndi-

Ainsi, la combativité des travailleurs nazairiens n'est pas tombée ; on pourrait bien assister avant peu à de nouveaux incidents, à moins que les congés ne fassent tomber la tension qui règne encore aux chantiers, mais ça ne serait que partie remise.

### LES ASSASSINS **DU PETROLE**

Le samedi 27 mai l'épave du pétrolier « Circé » est arrivée à Marseille, en rade de l'Estaque.

Comme on sait, ce pétrolier avait d'abord vidé ses citernes à Sète, et c'est plus tard, en pleine mer qu'il a explosé et s'est coupé en deux.

En effet, on n'avait pas nettoyé les citernes et les résidus de pétrole ont dégagé des vapeurs explosisives.

La catastrophe a fait 38 morts et il n'y a qu'un seul survivant.

Le 13 mai dans le port de marseille, le pétrolier « Sea Spray » a connu un lébut d'incendie. Ses tanks étaient vides, mais pas nettoyés.

Le 20 mai, toujours à Marseille, le pétrolier « Dalida » a subit lui aussi un début d'incendie, pour la même raison.

Et souvenons-nous de la catastrophe de l'« Olympic Honour » qui a brûlé à cause des vapeurs de p'etrole.

Pourtant il existe des stations (dites stations de dégazage) prévue pour enlever toute trace de pétrole.

Mais pour gagner du temps et de l'argent, la plupart des pétroliers n'utilisent pas ces stations. Souvent ils font le nettoyage sans s'arrêter, avec de l'eau de mer.

Les patrons qui négligent de faire nettoyer les tanks dès le déchargement, se conduisent en véritables assassins.

L'assurance va probable ment rembourser le propriétaire du « Circé ». Mais rien ne ramènera à la vie les 38 hommes qui sont morts pour économiser des sous aux capitalistes.

# LES SYNDICATS CONTRE L'AUGMENTATION UNIFORME DES SALAIRES

camarades qui ne l'ont pas eu, sont

A l'usine S.K.F. à Ivry, la question des salaires des 180 professionnels, en suspens depuis plusieurs années, s'est vu modifiée ces derniers temps par l'apport de nouveaux éléments.

LES FAITS

Par une lettre en date du 7 février, le syndicat C.G.T. de l'usine, pratiquement seul représentant officiel du personnel, demandait à la direction la convocation d'une réunion paritaire pour les salaires des professionnels.

La direction fit d'abord la sourde oreille, puis exposa son projet. En clair, elle acceptait d'augmenter les professionnels d'environ 0,5 F de l'heure, à condition que le syndicat s'engage à ce que les O.S. (qui constituent 80 % du personnel) ne fassent pas grève.

Evidemment, pour l'ensemble des professionnels, 0,5 F, c'était une proposition alléchante ; d'autant que la C.G.T., qui se prononçait contre le projet patronal, ne proposait aucune action concrète sur aucune revendication précise.

Le 12 avril, les délégués étaient de nouveau reçus par la direction ; rien n'en sortit si ce n'est des menaces de la direction concernant les « commissionnés » qui sont trop souvent malades à son goût.

Puis, le 3 mai, à la réunion semestrielle avec la direction générale, celle-ci annonça qu'elle allait augmenter les salaires des professionnels en plus de l'augmentation de 2 % qu'elle accordait à toute l'usine. Mais elle précisa qu'elle augmenterait suivant son appréciation de travail fourni, de l'assiduité, de la discipline, etc. de chaque ouvrier. Les maximas des catégories seraient augmentés de 0,14 F pour la catégorie 72 (P1 et P2) ; de 0,20 F pour la catégorie 73 (P3 outillage) ; de 0,29 F pour la catégorie 74 (P3 HC) ; de 0,50 F pour la catégorie 75 (P3 HC).

LES REACTIONS

Malgré une opposition verbale, la C.G.T. était d'accord en fait. Dans un tract du 5 mai, on pouvait lire : « Ce sont là, comparativement aux résultats positifs obtenus dans d'autres entreprises, des choses dont nous devons tirer un encouragement pour les luttes futures, parce que le gouvernement gaulliste remettra constamment en cause tous les avantages que nous pouvons obtenir. »

Ça n'a pas été, bien sûr une acceptation totale, mais en fait, rien n'était proposé pour contrecarrer le projet patronal.

La cinquantaine de camarades qui participèrent à l'assemblée générale des professionnels pour discuter de ce projet, jugea unanimement, que c'était inacceptable. Décision fut prise de consulter le lendemain la totalité des professionnels pour savoir si nous acceptions sans rien dire le projet patronal, ou, si nous demandions à la direction d'attribuer la même somme à tous en divisant ce qu'elle envisagerait d'allouer par le nombre de professionnels.

La quasi unanimité des camarades choisit la seconde solution. De bouche à oreille, circulait le bruit d'un éventuel débrayage pour faire revenir la direction en arrière; mais quand menace fut émise de supprimer toute augmentation s'il y avait des débrayages, la C.G.T., bien prudemment, renonça, et, estimant probablement que tout ce qu'on pouvait faire avait été fait, la direction du syndicat ne proposa et ne fit rien d'autre qu'attendre.

### L'APPLICATION

Le projet de la direction a donc été appliqué et, disons-le, nous avons presque tous eu le maximum prévu pour notre catégorie.

Les motifs invoqués par les chefs pour justifier l'absence d'augmentation maximum, pour les quelques assez savoureux : un électricien s'est vu reprocher une démarche nonchalante ; il n'a rien eu. Un fraiseur s'est vu reprocher de faire des plaisanteries sur son chef; il a eu 0,30 F au lieu de 0,50 F, etc.

Et, en fin de compte, l'éventail des salaires s'est encore élargi. 14 c. sur le maxi pour les P1 - P2; ;50 c. le maxi pour les H.C. presque 3 fois plus!

#### CONCLUSION

Malgré une opposition verbale, rien n'a été fait, rien n'a été proposé par la C.G.T. pour imposer à la direction une augmentation uniforme. C'eut été étonnant.

Partant, les directions syndicales prêchent le respect de la hiérarchie; se battent contre ceux qui proposent des augmentations en chiffres auxquelles elles préfèrent les pourcentages; à la S.K.F., il eut été exceptionnel qu'il en fut autrement.

D'autant que pour l'imposer, la grève aurait été nécessaire ; et dans une usine comme la nôtre, 180 professionnels peuvent tout paralyser.

Dans le même temps, nous l'avons appris plus tard, les ouvriers de Cen-

terless de l'usine S.K.F. de Gennevilliers menaient une grève de plus de 7 semaines, paralysant une partie importante de cette usine.

La direction syndicale d'Ivry le savait, elle a bien gardé le secret ; elle s'est bien gardé de risquer de paralyser deux usines d'un même patron e même temps ; fidèle qu'elle est à la géniale tactique des grèves limitées, les unes après les autres, sans aucune coordination.

A cette occasion, quelques travailleurs l'ont compris.

Nous publions ci-après, à titre documentaire, la nouvelle grille de salaire pour les professionnels après les augmentations récentes.

Catégories	r. J ordre	Pl	P 2	Р3	Salaire	
					mini	maxi
3. Contrôle	37	Contrôleur			417	477
5. Travail aux pièces	53	Taux d'affutage			386	
		Taux réglage et travail sans prix			447	496
4. Réglage	61 62 63	Régleur A	Régleur B	Régleur C	417 433 483	463 509 560
7. Travaux d'outillage d'entretien	72 73		P 2 d'outillage et d'entretien   P 3 d'ou-		424	522
	74 74			tillage P3 HC P3 HC	49 <b>3</b> 559	579 636 691

### LA HAUSSE DES TARIFS DES TRANSPORTS

# OPERATION "VERITE DES PRIX " OU OPERATION CONTRE LES SALAIRES

E gouvernement a annoncé une première série de hausses des tarifs des services publics : ceux de la S.N.C.F. et de la R.A.T.P.

La chose était prévue, certes, depuis quelques temps. Le Ve plan, élaboré durant la précédente légis-lature, préconisait « l'assainissement du financement des entreprises nationales ». Et maintenant que les élections sont passées, que le climat social est redevenu plus calme, que les vacances approchent, le gouvernement peut s'atteler à la réalisation de cette tâche.

D'entrée, il n'y est pas allé de main-morte. Le ministre de l'Information qualifie lui-même les mesures prises de « spectaculaires ». « Le gouvernement avait le choix. a-t-il déclaré entre les demi-mesures, ou des remèdes très durs, mais qui s'efforceront de régler le problème. » Très dures, les mesures prises le sont, en effet, puisque le tarif marchandises de la S.N.C.F. augmentera, en moyenne de 5,85 %que le tarif voyageurs va augmenter da 5% sur les grandes lignes, de 30 % en moyenne sur les lignes de banlieue. Quant aux billets de métro, ils passent « spectaculairement » de 37 à 60 centimes, augmentant de 62 %, la carte hebdomadaire subissant une augmentation de 60 %. Le prix du billet d'autobus augmentera, lui aussi de 62 %, mais dans la pratique, l'augmentation variera de 9 % à plus de 200 %, en fonction de la longueur du trajet, car on a décidé, par la même occ de modifier les règles d ٦n.

« Remèdes très durs » déclare le gouvernement qui frappent pour la R.A.T.P., exclusivement les usagers, pour la S.N.C.F., essentiellement les voyageurs, c'est-à-dire tous ceux qui, chaque matin, empruntent le train, le métro, l'autobus pour se rendre à l'usine ou au bureau ; ceux qui, et ce sont la plupart du temps les mêmes, qui utilisent ces mêmes moyens de transport pour se rendre, en fin de semaine, dans leur famille. Le gouvernement ne le conteste pas. Dérisoirement il décide de l'augmentation de la prime de transport qui passe de 16 F à 20 F (+ 25 %).

Il s'agit, nous dit-on, de réaliser la « vérité des prix ». Mais les trusts continuent à bénéficier des scandaleux avantages que leurs confèrent les tarifs préférentiels de la S.N.C.F. et de l'E.D.F. Quand on sait que le tarif de transport par wagon complet, est nettement inférieur au prix de revient, que ce type de transport, utilisé exclusivement par les grosses entreprises, constitue 85 % du chiffre d'affaire de la S.N.C.F., il est inutile de s'interroger plus longtemps sur l'origine du déficit de la S.N.C.F. Et lorsque l'on compare l'augmentation prévue pour les tarifs transport par wagon complet (+7,79%), à celui des petits colis (10,52 %), ou encore à celle des tarifs voyageurs (+ 5 à 30 %), on ne peut conclure qu'à l'hypocrisie de l'argumentation gouvernementale. C'est la même conclusion qui s'impose lorsque l'on sait qu'il y a quelques années, le gouvernement a supprimé la taxe que versaient à la R.A.T.P. les industriels de la région parisienne, pour service rendu. Opération « vérité des

prix » ? Il s'agit plutôt d'une opération « amputation des salaires ».

Mais cela n'est pas pour nous surprendre. On ne peut attendre d'un gouvernement de la bourgeoisia qu'il favorise les travailleurs. Et la politique que mêne le gouvernement Pompidou dans ce domaine n'est que l'accentuation de celle qui fut menée par ses prédécesseurs. (Ce sont ces derniers qui établirent le tarifs préférentiels, cause du déficit actuel.)

Mais, il n'est pas décidé de s'arrêter en si bon chemin. Déjà, on annonce des augmentations des tarifs du gaz et de l'électricité. Les « pleins pouvoirs » préparent de nouvelles attaques contre le niveau de vie des travailleurs.

Cependant, le gouvernement est loin d'être assuré de pouvoir mettre à bien son opération. Il compte certes sur les vacances pour éviter la riposte, mais la combativité dont a fait preuve la classe ouvrière ces derniers mois peut fort bien remettre en question tous ces projets.

### VOIX OUVRIERE

29, rue de Château-Landon, Paris Xe Abonnement 6 mois: 10 F au nom de Maurice Schrædt. C.C.P. Paris 9424-78.

### Directeur de publication : M. SCHRŒDT

Distribué par les N.M.P.P. Imp. « E.P. », 232, r. de Charenton, PARIS-12°

LE TEMPS DES GLAVIATEURS EST DEPASSE

La fête aéronautique qui clôturait le salon du Bourget a été endeuillée par l'accident qui coûta la vie au capitaine Duthoit.

La commission chargée de l'enquête a conclu à une panne mécanique du système des gouvernes. Le pilote aurait pu grâce à son siège éjectable — d'après cette enquête — sauver sa vie si l'avion volait haut, mais a été fatale au capitaine Duthoit qui faisait une démonstration de piqué à basse altitude.

On est révolté de l'inconscience des organisateurs de telles kermesses qui font délibérément courir des risques de mort aux pilotes et aux spectateurs, pour le plus grand profit des constructeurs d'avions.

Il y a longtemps que la loi interdit des exhibitions

d'acrobates sans protection contre une chute toujours possible. Pourquoi les meetings aériens comportent-ils des passages d'avions à basse altitude, qui n'offrent aucun rattrapage possible en cas d'accident?

### PAS DE SALAIRES INFERIEURS A 1.000 FRANCS!

La dernière statistique de l'I.N.S.E.E. portant sur plus de 12 millions de salariés révèle : d'une part, que près d'un ouvrier sur quatre (23,4 pour cent) gagne moins de 560 francs par mois, et d'autre part, que le salaire moyen de l'ouvrier parisien dépasse de 46 pour cent celui de l'ouvrier des communes rurales.

Pas de salaires inférieurs à 1.000 F. par mois.

Parité de tous les salaires REFLS

# échos des entreprises

#### RAPPEL A L'ORDRE

Nous publions ci-dessous de larges extraits d'une note signée par le Seigneur du Contrôle, qui circule parmi les cadres et la maîtrise. Voici comment on entend nous mettre au pas. A nous de savoir si nous allons marcher:

« Je tiens à rappeler à chacun que le respect des délais de livraison des pièces du Concorde est absolument **impératif**.

Le programme de vol et la date du premier vol du Concorde doivent être respectés et tenus.

Chacun doit comprendre L'INTERET VITAL de cela, pour notre société en particulier.

Il est INDISPENSABLE qu'à tous les échelons, le personnel du département Contrôle Kellermann en soit convaincu et que toutes initiatives et toutes mesures, mêmes EXCEPTIONNELLES soient prises en ce

Cela nous amènera notamment à faire dans certains cas des heures supplémentaires MEME DE NUIT, décidées parfois en dernier moment, à déplacer du personnel ou à renforcer momentanément tel ou tel poste, au détriment d'un autre

Les efforts très sérieux, déjà faits, doivent être poursuivis sans relâche.

Le Contrôle a déjà, dans des occasions semblables, montré qu'il savait être à la hauteur dans des situations difficiles et je suis persuadé que cela se produira une fois de plus. »

La direction a bonne mine de faire appel à notre dévouement, de jour et de nuit.

Elle sait depuis très longtemps quand Concorde doit être terminé et on aurait pu s'attendre à ce qu'elle organise le travail convenablement. Le travail n'a pas été prévu, et c'est nous à qui la direction demande des efforts!

Si la direction a besoin de nous pour terminer son Concorde, elle n'a qu'à payer nos efforts.

(Extrait du N° 83 de la V.O. SNECMA Kellermann).

### PROGRES SOCIAL

Malgré nos grèves générales ou catégorielles, qui ont pourtant été bien suivies par l'ensemble du personnel, et malgré les promesses du gouvernement de s'occuper des conditions de travail du personnel roulant, nous ne voyons que des promesses, mais aucune réalité. Avec le nouveau changement de service, nous nous apercevons que les journées sont plus longues et plus fatiguantes que par le passé.

Au Dépôt « Plaine », la Direction a fait une trouvaille de

choix: une équipe fait la Réserve-Secours de 18 h 00 à 4 h 41 plus le train 41231 jusqu'à 7 h 43 ; la 2° équipe, de 7 h 43 à 18 h 00, ce qui fait pour une équipe, une journée de près de 14 h dans l'enceinte du Chemin de Fer.

Quand on sait que certains de nos camarades habitent Crépy, Chantilly ou Creil, on peut voir là des signes de progrès social! Il est vrai que nos chefs sont à l'abri de ces inconvénients.

C'est nous qui sommes concernés et c'est nous qui devons réagir!

(Extrait du N° 180 de la V.O. Cheminots)

#### REMBOURSEZ!!

Il y a quelques temps, au banc à rouleau à la sortie de la Carrosserie, une ouvrière a fait une chute au cours de son travail. Elle n'a pas été blessée mais ses vêtements ont été déchirés. Elle en a informé la direction en évaluant son préjudice à 150 F.

Mais le patron n'a jugé bon que de lui rembourser 50 F. Il aurait bien dû ajouter en postscriptum dans quel magasin cette ouvrière peut se procurer pour cette somme ridicule, les vêtements qu'elle a perdus.

En fait, ou bien le patron joue l'hypocrite pour ne pas desserrer les cordons de sa bourse, ou bien, ce qui est pire, il met en doute l'évaluation de l'ouvrière et suppose qu'elle a voulu le voler. Cela est bien révélateur de la mentalité des patrons qui supposent les ouvriers capables des mêmes actes qu'ils pratiquent journellement.

Un tel fait ne doit pas nous laisser indifférents et si cela se reproduit, ce sera à nous d'exiger du patron un remboursement intégral de nos dommages.

(Extrait du  $N^{\circ}$  111 de la V.O. Peugeot).

### INSECURITE PERMANENTE

Après quelques semaines de travail à presque pleine capacité de l'entreprise, il apparaît à nouveau aujourd'hui que la direction prend des mesures pour ralentir la production. L'année dernière on nous a transformés en ouvriers « saisonniers », cette année cela vat-il recommencer un mois plus tôt ?

La première mesure a été la suppression des équipes pour la totalité des ouvrières et pour une partie des ouvrières. Tant pis pour ceux ou celles qui s'étaient arrangés pour s'adapter au rythme de l'équipe. De même que quelques mois plus tôt, c'était tant pis pour ceux qui s'étaient adaptés à la normale. On ne laisse aucun choix ni au-

cun arrangement aux camara-

A côté de cela d'autres camarades passent et repassent le Chemin des Vignes dans les deux sens, des règleurs doivent être remis sur machines, des sanctions sont distribuées.

Pour plus de confusion, la direction a fait faire des heures supplémentaires et des ouvriers ont eu l'inconscience d'accepter de venir le samedi 27 mai au montage à la « Mobylette » ainsi qu'au sertissage des tambours, à l'Atelier Central.

Allons-nous encore subir comme l'année passée, les petites payes des quinzaines « creuses », ainsi que les brimades d'une maîtrise et d'une direction qui n'auront pas à courir après notre travail?

(Extrait du N° 23 de la V.O. Polymécanique).

#### FETES DES MERES: PRIME ANNUELLE ET SUREXPLOITATION QUOTIDIENNE

Au Crédit Lyonnais, le C.E. a organisé, comme chaque année, un goûter au réfectoire pour le, fête des mères.

Notre direction qui honore les mères, comme chacun sait, a versé une prime de 70 F pour un enfant, de 130 F pour une mère avec un enfant, mais chef de famille, et un peu plus pour les mères ayant plusieurs enfants. Notre direction a même poussé la sollicitude jusqu'à nous offrir des mouchoirs.

Bien sûr, chacune d'entre nous a pris cet argent; cela permettra toujours de finir le mois un peu mieux. Mais cela ne réussit pas à nous faire oublier comment nous sommes traitées au Crédit Lyonnais, non pas une fois par an, mais tout au long de trop longues semaines de travail. Car les mères de famille ne sont pas « à la fête » tous les jours.

Pour nous pas question de suivre les cours du soir, il faut vite rentrer, aller chercher notre enfant à la crèche de la boîte si nous avons la chance d'y avoir une place, à une crèche extérieure le plus souvent, affronter la foule dans le métro, le train. Le temps de s'occuper des enfants, du mari, de la cuisine et du lavage, il sera 11 h. ou minuit. Le lendemain on se lève à 6 h. pour remettre ça, pour faire plus de 8 heures de présence à la boîte. Pas de formation professionnelle, pas de brevet de banque, cela veut dire pas d'avancement, ce qui signifie un petit salaire, et le versement d'une prime une fois par an ne règle en rien ce pro-

La société bourgeoise emploie des femmes de plus en plus d'ailleurs, (il n'est que de voir qui fait tourner la boîte) mais elle ne fait rien pour leur don-

### FORCE NE RESTE PAS A LA LOI

Les organisations patronales du bätiment ont obtenu du ministre des Affaires Sociales une dérogation à la loi sur la durée du travail, et pourront porter en toute légalité la semaine de travail à 60 heures.

> (« L'Humanité » du E juin 1967.)

Ainsi, malgré le vote récent de la loi limitant la didrée hebdomadaire du travail à 54 heures maximum, les ouvriers du bâtiment pourront être contraints de

travailler 60 heures par semaine.

Patrons et gouvernement nous montrent une fois de plus le peu de cas qu'ils font de leur propre légalité dès que celle-ci les gêne un tant soit peu.

Ce n'est pas en tout cas la timide revendication des centrales syndicales du retour progressif aux 40 heures qui peut faire échec à la détermination des patrons de nous exploiter jusqu'au dernier souffle.

ner les mêmes chances qu'aux hommes. Il faudrait beaucoup de crèches, de jardins d'enfants, de colonies de vacances, des journées de travail plus courtes, des cours sur le temps de travail et là, bien sûr ce n'est pas seulement le Crédit Lyonnais qui est en cause, mais toute la société qui tout en ayant l'air d'honorer la maternité, fait des mères de famille et des femmes en général de doubles exploitées.

(Extrait du Nº 121 de la V.O. Crédit Lyonnais).

### DIVISER POUR REGNER

Au bâtiment Y, malgré les responsabilités ou les connaissances que comportent certains travaux, on est tous O.S.

La direction a cependant organisé une ségrégation entre nous: les travaux les plus complexes (dosages, mélanges, surveillance des fours) sont faits par les hommes, au femmes on ne confie que la pose des pièces sur les plaquettes. Sont-elles moins capables que leurs compagnons d'utiliser un pyromètre optique ou de doser des poudres? Sûrement pas! Mais on commande plus facilement un personnel divisé, chacun sait ca...

Ceux d'entre nous qui font un travail qualifié demandent de l'augmentation, et des délégués ont prit l'affaire en main. Tant mieux. Mais un drôle de bruit circule: un ouvrier sur deux serait nommé responsable de l'autre et toucherait de ce fait, une augmentation. Cela économiserait une augmentation sur deux au patron et ferait que les équipiers se regarderaient de travers : tout bénéfice pour la direction. C'est tellement le jeu du patron qu'on croit impossible qu'un délégué puisse émettre pareille revendication... enfin, on l'espère.

(Extrait du N° 52 de la V.O. Bourgogne-Electronique).

### Liste des entreprises où parait une "Voix Ouvrière"

Nous ne pouvons faire paraître des informations de toutes les entreprises où paraissent des « Voix Ouvrière ». Toutefois, nous en communiquons la liste complète pour que ceux qui seraient plus particulièrement intéressés par l'une d'entre elles puissent nous en faire la demande.

L'une d'entre elles puissent nous

En voici la liste: CS

AERONAUTIQUE: THSNECMA Kellermann — Paris XIIIe
SNECMA Kellermann — Paris XIIIe
SNECMA — Gennevilliers
(Seine) SUD-AVIATION — Courbevoie
AUTOMOBILES: Ra

BERLIET — Lyon-Vénisieux
CHAUSSON — Gennevilliers (Seine)
CITROEN — Usines Levallois et quai
de Javel
PANHARD — Paris
GENEVE — Ivry (Seine)
PEUGEOT — Sochaux
RENAULT — Billancourt, 4 bulletins
correspondant à différentes sections
de l'usine
R.N.U.R. — Béréral
R.N.U.R. — Béréral
R.N.U.R. — Béliment C
R.N.U.R. — Béliment C
R.N.U.R. — Béliment C
R.N.U.R. — Département 37
SFA (Indenor) — Dijon
RENAULT — Flins
SAIT-Chamond
CHANTIERS DE L'ATLANTIQUE — Saint-Nazalre
OLIER — Clermont-Ferrand
NEYRPIC — Grenoble
BOURGOGNE ELECTRONIQUE — B.
Dijon
BRONZAVIA — Courbevoie
CABLES DE LYON — Lyon
C.I.T. — Paris-15°
Cie des COMPTEURS de Montrouge
(Seine)
LA POLYMECANIQUE — Pantin
C.S.F. — Levallois (Seine)

CSF — Issy-les-Moulineaux
THOMSON — Gennevilliers (Seine)
CHIMIE ET CAOUTCHOUC:
KODAK — Vincennes
RHONE-POULENC — Vitry (Seine)
ROUSSEL UCLAF — Romainville
(Seine)
Raffinerie ANTAR — Donges (LoireAtlantique)
L'OREAL — Aulnay-sous-Bois
MICHELIN — Clermont-Ferrand
MICHELIN — Bourges
RHODIACETA — Lyon-Vaise
SERVICES ET DIVERS:
AIR-FRANCE — Ateliers Orly-Nord
(Seine)
AIR-FRANCE — Blanqui, Paris-13e
ASSISTANCE PUBLIQUE (Hôpital Necker — Enfants - Malades
ASSURANCES GENERALES — Siège
Paris
ASSURANCES GENERALES — Drouot
CAISSE CENTRALE D'ALLOCATIONS
FAMILIALES — rue Viala, Paris-15e
CHEMINOTS — Gare de Lyon
Imprimerie DESFOSSES — Issy-lesMoulineaux
CREDIT LYONNAIS — Levallois
CAISSE REGIONALE DE SECURITE
SOCIALE PARISIENNE — Rue de
Flandre, Paris
NOUVELLES MESSAGERIES DE LA
PRESSE PARISIENNE — Paris
QUAIS ET DOCKS — Marseille
CHEMINOTS — Gare du Nord — La
Plaine-Landy
URBAINE ET LA SEINE — Paris
MINES — Bassin du Douaisis - Mine
d'Aniche

# VIVE LA LUTTE DU PEUPLE GUADELOUPEEN

Après les graves événements de Pointe-à-Pitre (26-27-28 mai), le bilan semble s'alourdir de jour en jour. Alors que l'ensemble de la presse parlait de 3 morts, puis de 5, d'autres journaux en venaient à parler de 15 morts et de 300 blessés.

Tout laisse à supposer que le nombre de morts et de blessés s'élève bien au-dessus de ces chiffres; car, d'après les renseignements transmis par les agences de presse, les C.R.S. ouvraient le feu, à la mitraillette sur des manifestants au nombre d'environ 5.000, il semble même que les C.R.S. aient fait usage de grenades offensives!

Il ne faut évidemment pas compter sur le Gouvernement pour nous donner des informations vraies sur l'ampleur des manifestations et sur celle de la répression.

Mieux, le ministre des D.O.M. Billotte préférait déclarer que les « incidents » qui avaient eu lieu à Pointe-à-Pître étaient dûs au G.O.N.G. — groupe d'Organisation Nationaliste de la Guadeloupe — et à l'action de « petits commandos » de cette organisation.

Il est difficile alors de s'expliquer comment ces quelques « agitateurs » ont pû entraîner au combat des milliers de travailleurs, de chômeurs et de jeunes.

Il est difficile de comprendre comment ces quelques agitateurs ont pû tenir la ville pendant 3 jours avant que la révolte soit vaincue. Comment expliquer alors ces dizaines d'arrestations, ces dizaines de morts, ces centaines de blessés?

En réalité, comme le Gouvernement français l'a fait en Indochine, comme il l'a fait en Algérie, il préfère chercher les responsables en dehors de sa propre exploitation des pays colonisés. Les choses se développent làbas aussi comme ailleurs, des manifestants sont matraqués, bousculés, puis fauchés à la mitraillette. Des arrestations sont opérées, des gens torturés, « passés à tabac », d'autres sont pourchassés, d'autres encore sont cachés par la population, mais malgré tout le Gouvernement continue à chercher dans un « petit nombre d'agitateurs bien entraînés » les responsables des « incidents ».

Il faut noter que la traditionnelle « gauche française » ne
s'est guère montrée généreuse
en manifestations de solidarité.
Et si les événements du MoyenOrient ont éclipsé ceux de
Pointe-à-Pître, ces événements
se sont passés dans des « Départements d'Outre-Mer », —
soi-disant français — et il serait urgent que cette gauche
se manifeste.

Car, après les massacres du vendredi 26, du samedi 27 et du dimanche 28, la répression semble prendre rapidement une ampleur considérable aux Antilles mêmes et en France.

Le 2 juin « Le Monde » écrivait : « Le procès des responsables présumés des incidents du 26 mai a commencé mercredi à Pointe-à-Pître. Une première série de 18 inculpés ont été entendus ; le verdict sera connu le 8 juin... »

Le 7 juin, « Le Monde » écrivait :

« 8 Antillais arrêtés à Paris et à Bordeaux seront déférés à la Cour de Sûreté ».

Le 9 juin :

« Le tribunal de Pointe-à-Pître a rendu mercredi son verdict dans le procès des émeutiers arrêtés lors des récentes manifestations. Onze jeunes gens ont été condamnés à des peines de prison ferme s'échelonnant d'un an à 4 ans... »

« Parmi les responsables présumés auxquels fait allusion le communiqué de la Préfecture, ont été arrêtés : les docteurs SAINTON et BARFLEUR, les frères RODES, dont l'un dirige le journal « Le Progrès Social », le professeur MONROSE, communiste dissident; Serge CLAU-DE; le biologiste DANCHET. Tous ont été transférés à Paris. »

D'après certaines informations plusieurs autres personnes (militants, ouvriers ou étuciants) seraient recherchées à la Guadeloupe et la police aurait ordre de tirer à vue sur

D'autres personnes blessées sont gardées et interrogées en Cépit de leur état grave.

Il semble également que les CRS aient malmené et torturé plusieurs manifestants arrêtés pendant le déroulement des combats.

Enfin, on ne peut que craindre de voir s'allonger encore la liste des arrestations si le Gouvernement ne trouve en face de lui une opposition résolue à dénoncer ses méfaits et à se solidariser entièrement avec les Antillais.

Le Gouvernement ne s'en prend-il pas à des gens qui résident en France, à 7.000 kilomètres du lieu des événements, les rendant responsables de ce qui s'est passé?

Il nous faut dénoncer le procès que le Gouvernement s'apprête à intenter à des militants étudiants qu'il accuse d'être membre du GONG.

Pour accréditer cette thèse, le Gouvernement français a trouvé des alliés au sein du Parti communiste guadeloupéen. Celui-ci n'écrit-il pas dans un communiqué:

« La juste et légitime exaspération des travailleurs a vite été détournée de son objectif initial, la lutte contre l'exploitation capitaliste et contre l'oppression coloniale pour dégénérer en anarchie et en violences aveugles... »

« Après l'intervention du camarade maire de Pointe-à-Pître entouré des membres du Eureau Politique du Parti et du Conseil municipal, la majorité des travailleurs se retirèrent de la manifestation, qui fut relancée dans la soirée de vendredi et la journée du samedi avec la participation de très jeunes gens manœuvrés et poussée par des éléments gauchistes irresponsables, prudemment cachés, pour la plupart, aux instants critiques .»

(Cité par « l'Humanité » du 5 juin).

Comme tous ces gens comprennent peu, ou ne veulent pas comprendre la colère des masses populaires!

Il n'est pas besoin de rechercher dans aucun parti, dans aucun groupe, dans aucune ambassade, les responsables et les causes de l'insurrection de Pointe-à-Pître.

Les causes sont évidentes : 3 siècles d'oppression, 3 siècles d'exploitation et de misère. Les travailleurs du bâtiment et les jeunes qui se sont révoltés à Pointe-à-Pître et qui se sont battus pendant 3 jours coura-

geusement, l'ont fait contre l'ordre colonial, contre l'exploitation impérialiste auxquels sont soumises les Antilles. Ils se sont battus pour avoir du travail, du pain et pour retrouver leur dignité bafouée.

Cela le Gouvernement ne peut le comprendre, c'est pourquoi il perdra aux Antilles, comme il a perdu ailleurs, en Indochine, en Algérie.

Désormais une ligne de sang sépare la population des Antilles du Gouvernement français. Le mythe de la « départementalisation » est mort, noyé dans le sang des travailleurs et de la jeunesse de Pointe-à-Pître.

Une époque nouvelle commence, celle où le prolétariat antillais achevant de se débarrasser des entraves que leur constituent les partis dits « communistes », construira sa propre organisation révolutionnaire au cours de la lutte, contre l'impérialisme français.

Pierre LELONG.

### LUTTE DE CLASSE

Le numéro 5 de la « Lutte de classe », numéro de juin est paru.

 $\bullet$ 

Au sommaire :

- D'où vient, où va le P.C.F.? (III)
- Socialisme et autogestion.
- Les militants révolutionnaires et l'activité syndicale (II).
- La paysannerie dans les pays sous-développés : alliée du prolétariat ou force essentielle de la Révolution socialiste ?

### **PERMANENCES**

### • PARIS :

V° arrondissement: Café « Le Petit Cardinal », 29, rue Monge. Métro: Cardinal-Lemoine, tous les samedis, de 15 à 17 h.

X° arrondissement: au siège de VOIX OUVRIERE, le samedi de 16 h à 20 h, 29, rue Château-Landon, Paris-10°.

XIº arrondissement : Café « Au Rendez-vous des Chauffeurs », 33, av. Philippe-Auguste, le mercredi, de 17 h 30 à 19 h.

XIIIº arrondissement: Café « A l'Autobus - Chez Maxime », 117, avenue d'Italie. Métro: Maison-Blanche, le jeudi, de 17 h 30 à 19 heures.

XIVe arrondissement : Café Champagne, 127, avenue du Général-Leclerc. Métro : Porte d'Orléans : le mercredi, de 18 h 30 à 19 h 30. XV° arrondissement : Café « Au Métro », place Balard, tous les jeudis, de 17 h 30 à 19 h.

XVIII<sup>o</sup> arrondissement : Café « Le Souterrain », 47, boulevard Ney. Métro : Porte de Clignancourt, le mardi, de 17 h 30 à 19 heures.

### • BANLIEUF:

ASNIERES. — Café « Le Cadran », place Voltaire, le mercredi de 18 h à 19 h.

AULNAY-S/BOIS. — Café « Le Commerce », 8, bd Gallieni (place de la Gare), tous les vendredis de 17 h 30 à 19 h 30.

BOULOGNE - BILLANCOURT.
— Café « Le Phénix », 115, rue du Vieux-Pont-de-Sèvres (angle rue du Clamart, face au marché), jeudis, de 18 h à 19 h, au lieu de 17 h 30 à 19 h.

MONTREUIL. — « Le Tourangeau », 20, rue Gallieni (métro Croix de Chavaux), le vendredi de 17 h 30 à 19 h. LEVALLOIS. — Café « Au Terminus du Métro », (angle quai Michelet - rue A.-France), tous les mercredis, de 17 h 30 à 19 h.

### • PROVINCE :

BESANÇON. — « Café le National », quai de Strasbourg, tous les jeudis de 17 h à 19 h.

BORDEAUX. — Café « le Régent », cours Victor-Hugo, tous les jeudis de 18 h à 19 h.

LYON. — Café « Le Clos Vert », 113, rue de la Guillotière (face église Saint-Louis), le samedi, de 17 h à 20 h.

— Café « Les Etats-Unis », 137, avenue du Pr-Beauvisage. Lyon-8°, le mercredi, de 18 h à 19 h BOURGES. — Café-Tabac-Bar, 22, rue Henri-Laudier (près gare), les jeudis 15 et 29 juin, de 19 h à 20 h.

BRIVE. — Café du Musée, boulevard du Salan, tous les jeudis, de 17 h à 19 h.

CLERMONT-FERRAND: « Café de France », 22, place Delille, les jeudis, de 17 h à 19 h.

DIJON. — Café « La Renaissance, rue Chabot-Charnoy, tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.

GRENOBLE. — « Café d'Autrans », 5, cours Berriat, tous les jeudis, de 17 h 30 à 19 h.

— Café « Le Normandy », place Grenette, tous les jeudis, de 15 à 17 heures.

LILLE. — Café « Le Saint-Michel », place Philippe-le-Bon, tous les mercredis, de 15 h à 16 h 30

MARSEILLE. — Bar de la Treille, 15, place J.-Guesde (pl. d'Aix), les jeudis 15 et 29 juin, de 18 h à 20 h.

ROUEN. — Café « Le Bretagne », place du Vieux-Marché, tous les vendredis, de 17 h 30 à 19 h 30.

SAINT-CHAMOND. — Barrestaurant Marius Russias, 4, rue Gambetta, le vendredi 16 juin, de 18 h 30 à 19 h 30.

SAINT-ETIENNE. — Café « Ambiance-Bar », 2, rue des Tréfileries, les jeudis 15 et 29 juin, de 15 h à 16 h.

SAINT-NAZAIRE. — Café « Paris-Sports », place Marceau, le samedi, de 16 h à 17 h.

SOCHAUX. — Café de la Gare, vendredi 9 juin 1967, de 13 h à 14 h.

TOULOUSE. — Café « Le Béarn », place Saint-Michel, tous les vendredis, de 18 h à 19 h 30.